



## Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV)

Données de juin /juillet 2012



MINISTERE DE L'AGRICULTURE



# Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV)

Données de juin / juillet 2012

Janvier 2014

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

**Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM)**

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

*Pour plus d'informations, contacter :*

**Bureau de pays du PAM, Guinée**

Mme. Marie-Elisabeth FAURE

Représentante du bureau du PAM en Guinée

Email : [elisabeth.faure@wfp.org](mailto:elisabeth.faure@wfp.org)

**Ministère de l'Agriculture**

Mr. Yamoussa FOFANA

Directeur Général

Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires (ANASA)

Email : [yafofana@yahoo.fr](mailto:yafofana@yahoo.fr)

**Rédaction :**

CONDE Aly, Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires (ANASA), Conakry  
NAMANYA Moses, Programme Alimentaire Mondial, Bureau de Pays, Conakry

NDIAYE Malick, Programme Alimentaire Mondial, Bureau Régional, Dakar

CHARPENTIER Cédric, Programme Alimentaire Mondial, Bureau Régional, Dakar

# REMERCIEMENTS

Les résultats de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CVFSA) en Guinée présentés dans ce rapport n'auraient pu voir le jour sans les multiples contributions de diverses personnes et partenaires impliqués dans les phases de préparation de l'enquête, de formation des enquêteurs, de collecte et d'analyse des données, ainsi que de la rédaction du présent rapport.

Nous sommes très reconnaissants au Gouvernement de la République de Guinée qui, à travers le Ministère de l'Agriculture et l'Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaire (ANASA), ont appuyé la réalisation de cette enquête. Ces deux structures ont en effet participé pleinement à la conception et à la mise en œuvre de cette étude. Nos remerciements vont également à l'Institut National de la Statistique, dont certains cadres ont été fortement impliqués dans la préparation de cette enquête.

Nos remerciements vont aussi à nos enquêteurs, contrôleurs et coordonnateurs qui ont travaillé dans des conditions particulièrement difficiles à cause de l'état des routes de plusieurs préfectures, sous-préfectures et de l'enclavement de certains villages, dans lesquels ils avaient l'obligation de collecter les données.

Cette enquête n'aurait pu aboutir sans l'active participation et l'aide des autorités régionales, préfectorales et communautaires du pays, ainsi que de celles du bureau du pays du PAM en Guinée. La participation active des populations, communautés et informateurs clés dans les zones rurales et urbaines du pays a aussi été essentielle à la réalisation de cette enquête.

Nous sommes reconnaissants aux collègues du bureau régional du PAM à Dakar et du siège du PAM à Rome qui ont participé activement à toutes les phases de cette étude : finalisation des outils de collecte, formation du personnel de l'enquête, analyse des données, etc.



**Marie-Elisabeth FAURE**

Représentante du bureau du PAM en République de Guinée

Email : [elisabeth.faure@wfp.org](mailto:elisabeth.faure@wfp.org)

# SOMMAIRE

	RESUME EXECUTIF	5-7
	MÉTHODOLOGIE ET LIMITES	8
	BUT DE L'ENQUÊTE	9
	CONTEXTE	10-12
	AGRICULTURE ET ÉLEVAGE	13
	ÉDUCATION ET SANTÉ	14
	ENCLAVEMENT	15
	RICHESSSE ET PAUVRETÉ	16
	MOYENS D'EXISTENCE, REVENUS ET DÉPENSES	17
	DETTES ET MIGRATION	18
	CHOCs ET STRATÉGIES	19
	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES	20-23
	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES PAR RÉGION	24-35
	MESSAGES CLÉS ET CONCLUSIONS	36
	RECOMMANDATIONS	37-39
	ANNEXES	39
	BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?	41

Pour aller à  
la section 

# RESUME EXECUTIF

L'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV) menée conjointement par le Ministère de l'Agriculture et le PAM en juin-juillet 2012 est la première enquête nationale en Guinée à proposer des informations sur la sécurité alimentaire au niveau des préfectures. Cette analyse vient combler le manque d'informations sur le sujet depuis 2009 et permet de soutenir les programmes multisectoriels en cours dans le pays (UNDAF, PNIA-SA, PQDS-E, SRP). Les principaux résultats sont présentés ci-dessous.

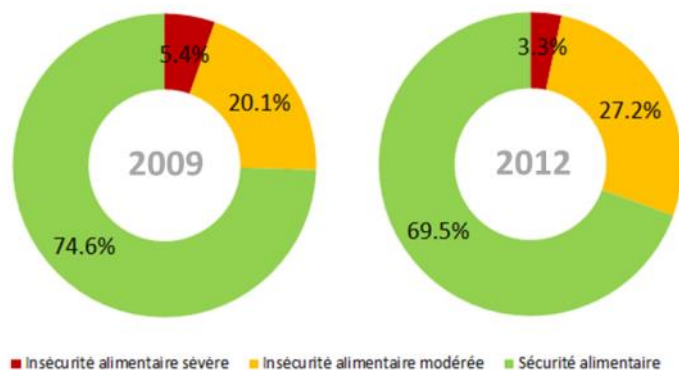
## INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE: UN DOUBLE CONSTAT

1. **Des poches d'insécurité alimentaire sévère persistent** dans le pays, notamment en Guinée Forestière et dans la préfecture de Faranah où les ménages Guinéens sont confrontés à des choix difficiles pour se nourrir convenablement.

2. Ces poches évoluent dans un contexte de **forte vulnérabilité et de stress alimentaire** pour une large portion de la population. L'insécurité alimentaire modérée reste donc importante, surtout en période de soudure.

## DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION ENTRE 2009 ET 2012

Bien que l'on constate une réduction de moitié de l'insécurité alimentaire sévère (condition dans laquelle les ménages ne mangent que rarement à leur faim) entre 2009 et 2012, l'insécurité alimentaire modérée (situation de stress alimentaire nécessitant la mise en place de stratégies telles que la vente de biens) a augmenté. **On passe donc d'un quart des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée à près d'un tiers.**



## UN PROBLEME D'ACCÈS

L'enquête confirme que l'insécurité alimentaire n'est pas nécessairement un problème de disponibilité des denrées en Guinée. La détérioration de la sécurité alimentaire est due à des problèmes d'accès financier et physique, d'habitudes alimentaires, de mauvaise gestion des revenus et des stocks alimentaires.

**Ces difficultés forcent souvent les ménages à vendre leurs pro-**

**duits agricole au mauvais moment** de l'année et à acheter la même marchandise à des prix très élevés plus tard.

Les ménages vendeurs de produits agricoles sont aussi victimes de circuits d'approvisionnement mal organisés entre les zones de production et les points d'écoulement des produits et aux difficultés d'accès physique au marché. **L'enclavement des communautés et des marchés est un des facteurs les plus déterminants de l'insécurité alimentaire** dans le pays.

## PAUVRETÉ ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

De manière générale, ces manques à gagner en revenu et les difficultés d'écoulement des productions font que l'agriculture et l'élevage, qui occupent 97 % de la population rurale, restent des moyens d'existence précaires pour plus de la moitié des ménages qui en vivent.

Au niveau national, les ménages les plus pauvres et pauvres représentent 57 % de la population soit **6,7 millions de personnes**. Cette pauvreté concerne surtout les ménages ruraux de petite taille dirigés par des femmes âgées (60 ans et plus) n'ayant pas d'éducation formelle, pas de conjoint ni suffisamment de ressources pour assurer une consommation alimentaire équilibrée de leur ménage.

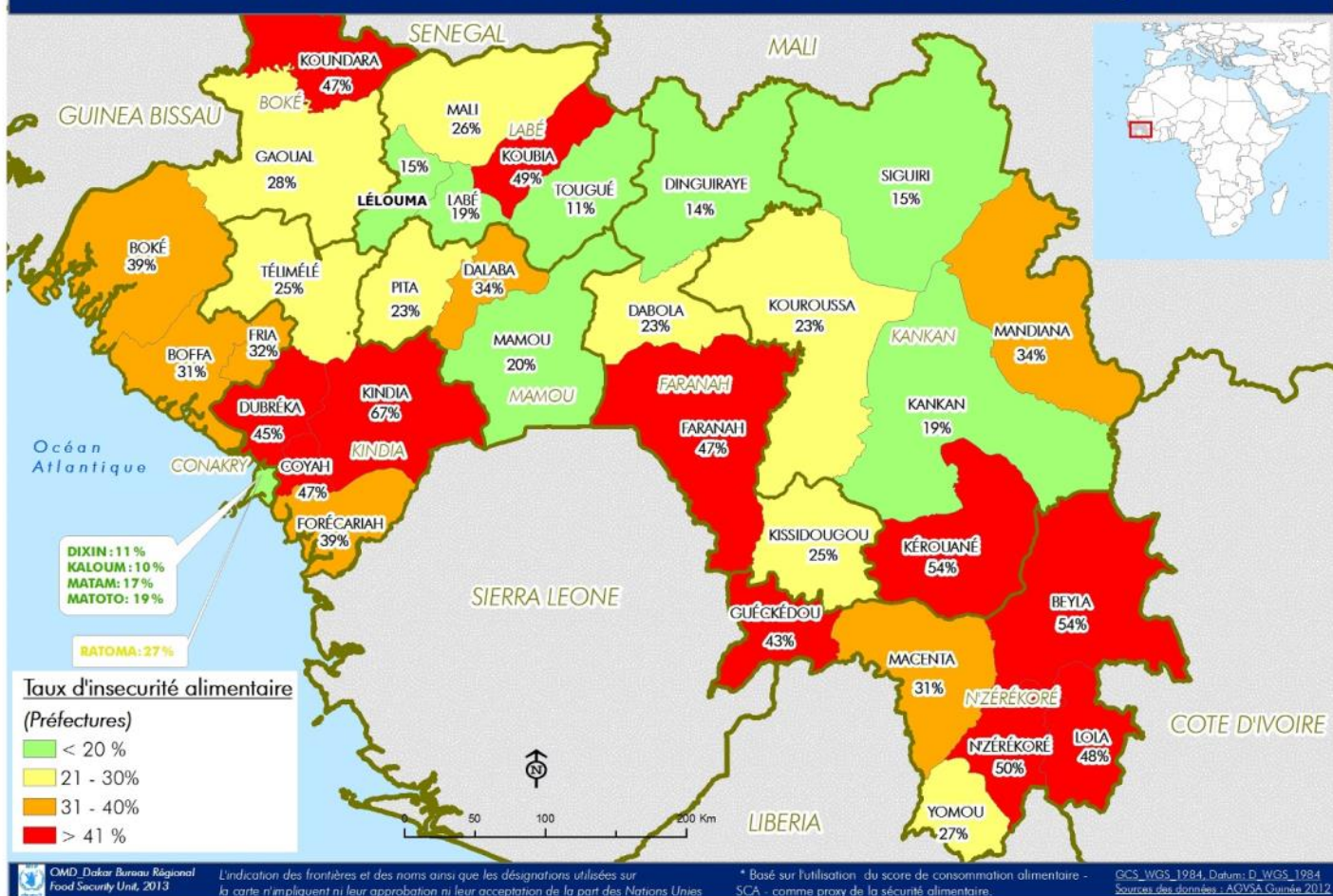
Le manque de revenu amène une part importante des ménages à s'endetter, nourrissant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. L'enquête estime que plus de la moitié des ménages s'endette pour procurer la nourriture et les produits de première nécessité. La pauvreté endémique qui touche le pays trouve ses racines entre autre dans le faible niveau d'éducation des populations. Au niveau national, il est estimé que 38 % des chefs de ménage n'ont aucun niveau d'instruction formel. De plus, 49 % des enfants de 6 à 14 ans n'ont jamais été scolarisés.

Les ménages en zone rurale (41 %) sont donc plus touchés par l'insécurité alimentaire que les ménages en zone urbaine (31 %). Dans les régions situées à l'Ouest (Boké, Kindia, Conakry) et au Sud (N'Zérékoré), la prévalence de l'insécurité alimentaire est la plus élevée. A Conakry, la Commune de Rotama (37 %) est plus affectée par l'insécurité alimentaire. A l'Est, les préfectures les plus affectées sont Kérouané, Lola, et Beyla alors qu'à l'Ouest Kindia se démarque.

## FAIBLE RÉSILIENCE DES MÉNAGES AUX CHOCS

Pour 91 % des ménages ayant subi un choc, celui-ci a diminué sa capacité à produire ou à acheter des vivres. Ces chocs sont principalement liés à l'agriculture, au manque de pouvoir d'achat des ménages, aux maladies humaines et aux aléas climatiques. Par exemple, les inondations récurrentes (surtout en

## GUINÉE – PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GLOBALE PAR PRÉFECTURE, JUILLET 2012\*



Haute Guinée) affectent chaque année entre 50 000 et 60 000 personnes. Un quart des ménages disent ne pas avoir pu se relever des chocs subis au cours des 6 mois précédents l'enquête.

### PROFIL DES MÉNAGES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire touche principalement les ménages les plus pauvres. Le niveau d'éducation est déterminant dans la situation de pauvreté et de sécurité alimentaire des ménages. Plus le niveau d'éducation du chef de ménage augmente plus son niveau de richesse et sa sécurité alimentaire augmentent. Les ménages ayant atteint une éducation supérieure ou ayant reçu une formation professionnelle sont plus nombreux dans le groupe des ménages en sécurité alimentaire.

Les résultats montrent aussi que plus d'un ménage sur deux est pauvre chez les ménages qui tirent principalement leurs revenus de la vente des produits agricoles, des produits miniers, du bétail ou des produits d'élevage et des produits de la chasse/cueillette.

### MALNUTRITION CHRONIQUE PERSISTANTE

Les enquêtes EDS IV et SMART de 2012 rapportent une **malnutrition chronique élevée avec des taux**

**allant de 34 % à 40 %** suivant les régions et une tendance à la dégradation de la situation de la malnutrition aiguë globale au-delà des seuils de 10 % dans les zones minières de Haute Guinée. La dégradation des pratiques de soins, le faible accès aux services médicaux, des pratiques d'hygiène inadéquates et le manque de diversité alimentaire expliquent ces taux.





# MÉTHODOLOGIE ET LIMITES



La conception et la mise en place de cette étude est le fruit d'un partenariat étroit entre le Gouvernement du Guinée et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Les données primaires de cette ENSAV ont été collectées entre le 22 juin et le 22 juillet 2012 sur un échantillon de 4 344 ménages en zones urbaine et rurale dans 362 zones de dénombrement (ZD) réparties sur les 33 préfectures du pays et les 5 communes de la ville de Conakry.

L'échantillon est représentatif aux niveaux national, régional et préfecture. L'analyse des données donnent des indicateurs très fiables à ces niveaux mais également au niveau rural et urbain.

137 agents ont été formés en sécurité alimentaire et ensuite répartis au niveau préfectoral en 33 contrôleurs assurant le contrôle des questionnaires et 87 enquêteurs procédant à la collecte des données.

Les résultats se basent aussi sur une revue de la littérature disponible auprès des différentes institutions ([voir annexes](#)) œuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire, du développement rural, de la statistique, du développement, de l'aide humanitaire et des autres domaines qui y sont liés.

Des questionnaires ménage et communautaires semi-structurés ont été utilisés pour la collecte des données:

- Au niveau des ménages : conditions de vie, moyens de subsistance et revenus, agriculture, dépenses, consommation alimentaire, chocs et stratégies d'adaptation, migration.
- Au niveau de tous les membres du ménage : démographie, religion, ethnie/nationalité.
- Au niveau de la communauté : démographie et migration, transports et communications, éducation, santé, marchés agricoles, assistance et aide alimentaire, chocs.

## LIMITES

**Contexte** : bien que cette analyse soit destinée à servir d'étude de référence, il est nécessaire de tenir compte du fait que certains résultats peuvent être influencés par des facteurs saisonniers liés à la période de collecte des données. L'enquête a été réalisée en juin-juillet 2012 ce qui correspond au pic de la soudure. De plus, ces données donnent une image précise de ce moment et ne représentent en aucun cas la situation de sécurité alimentaire pour toute l'année.

**Degré de précision** : du fait de la méthode d'échantillonnage utilisée dans le cadre de cette évaluation, les résultats des données collectées auprès des ménages permettent de disposer d'estimations assez précises pour le milieu rural et urbain, au niveau national, régional au niveau des préfectures. Les données fournies restent des estimations malgré leur rigueur statistique.

**Collecte des données** : les questionnaires, en français, ont été administrés la plupart du temps en langues locales. Les enquêteurs avaient une bonne compréhension de la version française des questionnaires et une bonne maîtrise des langues locales parlées dans leurs zones d'affectation. Par ailleurs, ils ont reçu une formation incluant des simulations d'administration des outils de collecte en langues locales, afin de réduire d'éventuels biais inhérents à une interprétation fautive des questions ou concepts. Cependant, il est possible que des erreurs liées à la traduction en langues locales aient pu être commises.

**Conditions de travail** : La collecte des données s'est déroulée dans des conditions particulièrement difficiles à cause de l'état des routes et de l'éloignement des zones de dénombrement. Dans certaines préfectures, les enquêteurs ont dû atteindre des villages par pirogue, par mototaxis ou à pied, ralentissant ainsi le travail. Certains villages initialement choisis ont dû être remplacés faute d'accès.

**L'estimation des surfaces agricoles mises en valeur ainsi que le montant des revenus des ménages** n'a pas été facile. En particulier pour les revenus, de nombreux chefs de ménages se sont montrés très sceptiques à déclarer le montant exact de leurs avoirs financiers. Par conséquent, les données chiffrées obtenues sur les surfaces et les revenus sont des estimations.

**Données sur la santé** : toutes les données relatives à la santé des membres du ménage et aux maladies affectant les communautés visitées sont rapportées par les ménages ou les informateurs clés, et ne sont pas confirmées par un diagnostic médical.



## BUT DE L'ENQUETE



Malgré un clair manque de données récentes sur la sécurité alimentaire en Guinée depuis 2009, des développements importants ont eu lieu dans le pays à savoir le Plan National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire d'ici à 2015 du Gouvernement et le Plan quinquennal de développement socioéconomique 2013-2017.

Pour orienter, mettre en œuvre et étayer ces développements, le Ministère de l'agriculture et le PAM proposent cette enquête visant à fournir au gouvernement Guinéen et à ses partenaires, une information de référence fiable, pertinente et complète sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence pour le développement et la mise en œuvre d'interventions multisectorielles. Cette information peut servir de référence pour les cinq prochaines années si aucun choc majeur n'intervient durant ce laps de temps.

Pour la première fois, ce rapport propose des informations sur la sécurité alimentaire au niveau des préfectures.

Ce document qui se veut synthétique et facile d'utilisation pour les décideurs vise à répondre aux questions suivantes pour chacune des régions et préfectures de la Guinée :

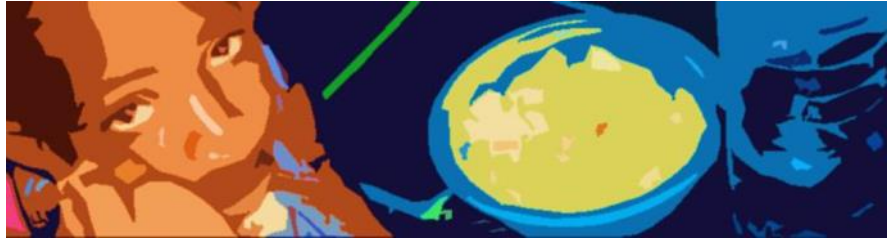
- Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?
- Combien sont-ils ?
- Où sont-ils ?
- Pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire ?
- Comment répondre au mieux à l'insécurité alimentaire ?

Des annexes détaillées pour chaque indicateur collecté sont jointes à ce rapport ([LIEN](#)) afin de permettre aux partenaires de réutiliser et de continuer l'analyse pour leurs propres besoins. Ces données sont présentées par localisation géographique mais aussi par sexe du chef de ménage, par niveau de sécurité alimentaire ou par croisement avec des indicateurs de référence.

Ce document présente tout d'abord le contexte Guinéen dans lequel ces informations ont été collectées. Ensuite, le lecteur est invité à revoir les principaux résultats obtenus pour certaines variables importantes pour la sécurité alimentaire. Enfin, une situation succincte de la situation des régions est présentée en insistant sur les préfectures les plus à risque afin de permettre aux acteurs intervenants dans ces localités de disposer d'informations pour chacune d'entre elles.

Finalement, cette enquête n'ayant pas pu collecter des informations sur l'état nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes et allaitantes, ces informations ont été tirées d'enquêtes récentes couvrant le sujet.

## CONTEXTE



### MALGRE UN REEL POTENTIEL ECONOMIQUE, LA PAUVRETE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE PERSISTENT DANS UN CONTEXTE D'INSTABILITE POLITIQUE, D'INONDATIONS ET DE HAUSSE DES PRIX

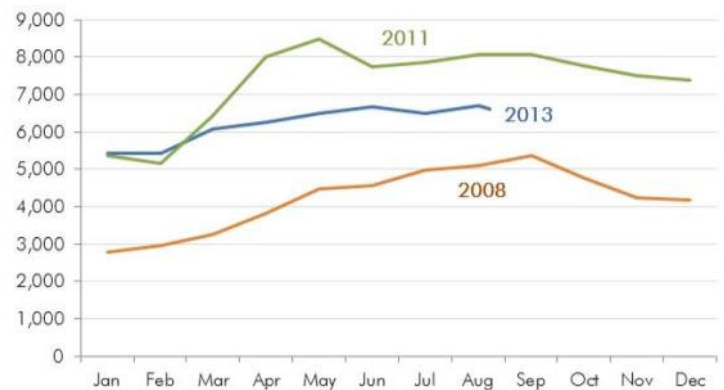
La Guinée, classée dans la catégorie des Pays les moins avancés (PMA), à faible revenu et à déficit alimentaire (Low Income and Food Deficit Countries) dispose d'un potentiel agricole et minier considérable. Elle est cependant confrontée à une instabilité politique depuis 2002. La transition politique en 2010 a favorisé une relance de la croissance économique estimée à près de 4,5 % en 2012 contre -0,3 % en 2009 selon le FMI et la Banque Mondiale. Les secteurs agricole (20 %) et minier (50 %) constituent les deux moteurs de l'économie.

La population guinéenne est jeune, plus des deux cinquièmes de la population étant âgés de moins de 15 ans et l'espérance de vie s'est améliorée (légèrement) depuis l'indépendance (39 ans pour les hommes et 42 ans pour les femmes).

Malgré ce fort potentiel, l'insécurité alimentaire reste encore une préoccupation majeure dans les 33 préfectures du pays. Cela est imputable en partie à une baisse généralisée de la productivité des exploitations agricoles (notamment les cultures céréalières) due à la pauvreté accentuée et généralisée et de terres de culture limitées dans le pays. Les ménages sont chroniquement confrontés à un manque de stocks de produits vivriers.

En plus de l'instabilité politique et de la pauvreté, le pays est confronté à des inondations récurrentes dans certaines régions qui affectent plus de 55 000 personnes chaque année et a occasionné des pertes de cultures importantes en 2013, en Haute Guinée notamment. Les prix élevés des denrées alimentaires depuis 2008 et les conflits inter-ethniques – particulièrement en Guinée Forestière – contribuent à la vulnérabilité des ménages.

Graphique 1 : Les prix continuent à avoir un impact sur l'accès des ménages – prix du riz local (2008, 2011, 2013 - GNF)



En 2009, l'insécurité alimentaire frappait plus de 2 millions de personnes (20 % de la population), concernant alors une personne sur deux dans la région de N'Zérékoré et une personne sur trois dans les régions de Labé et de Mamou<sup>1</sup>. Le milieu rural était en général plus touché que le milieu urbain. Il existait cependant des poches d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les grandes villes.

<sup>1</sup> République de Guinée et PAM (Service de l'analyse de la sécurité alimentaire). Enquête nationale de la sécurité alimentaire, août 2009.

## CONTEXTE (SUITE)



### L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN GUINÉE : UN PROBLEME D'ACCES ET NON DE DISPONIBILITE

Les résultats de l'enquête confirment que l'insécurité alimentaire n'est pas un problème de disponibilité des denrées en Guinée. La détérioration de la sécurité alimentaire est due à des problèmes d'accès financiers et physiques (enclavement), de coutumes culturelles et alimentaires, de mauvaise gestion des revenus et des stocks alimentaires et d'inégale consommation intra-ménage. Par ailleurs, selon le FMI et la Banque Mondiale, la crise mondiale s'est répercutée sur les recettes minières de l'État et les transferts monétaires des travailleurs immigrés ont nettement reculé. L'inflation et la dépréciation de la monnaie ont également érodé le pouvoir d'achat.

**Ces difficultés économiques forcent souvent les ménages à vendre au mauvais moment** de l'année et à acheter la même marchandise à des prix très élevés plus tard. Les cultures des fermiers sont principalement produites pour les marchés et non pour la consommation ce qui impacte grandement sur les habitudes alimentaires et entraîne la dépendance au marché.

**Les ménages vendeurs de biens agricoles sont aussi victimes de circuits d'approvisionnement mal organisés** entre les zones de production et les points d'écoulement des produits. Certaines régions sont très enclavées et les produits ont du mal à rejoindre les circuits nationaux ou transfrontaliers faute de routes adéquates. De plus, les échanges commerciaux bénéficient principalement aux intermédiaires et aux commerçants qui ont la main mise sur les bénéfices des ventes de produits vivriers et de rente. Certaines estimations montrent que jusqu'à 90 % des bénéfices vont aux intermédiaires. Cela laisse les producteurs (surtout ceux de petite taille) avec peu de moyens pour faire face aux augmentations de prix et les rend dépendant d'un système de crédit et de vente des produits agricoles sur champs.

Ceci est essentiel lorsque l'on sait que, l'agriculture et les revenus qui en sont tirés occupent toujours 80 % de la population. Le manque de productivité (lié aux faibles investissements en intrants, infrastructures et mécanisation, etc.) et donc de revenus restent un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire en Guinée.

Il ressort aussi de l'enquête que le rôle des marchés frontaliers pour la sécurité alimentaire des ménages est à explorer plus en détail. Les zones les plus en insécurité alimentaire sont aussi celles où les marchés transfrontaliers sont les plus importants pour les échanges commerciaux internationaux. Ces informations peuvent venir confirmer le fait que la production intérieure ne bénéficie pas aux producteurs en termes de revenus et de consommation alimentaire mais à des acteurs intermédiaires et externes.

**Les difficultés d'accès au marché sont confirmées par l'enquête.** Ainsi au niveau national, bien que pour 31 % des ménages le marché le plus proche est à moins de 30 minutes de marche, à Labé et Kankan on retrouve les pourcentages les plus élevés de ménages ayant les plus grandes distances à parcourir pour rejoindre le marché le plus proche (plus d'une heure de marche). Au niveau national, un tiers des informateurs rapporte qu'il leur faut plus de deux heures pour se rendre au marché le plus proche et la moitié plus d'une heure.

Malgré les soucis de distance, l'accessibilité physique aux marchés est globalement satisfaisante tout au long de l'année puisqu'en moyenne, au niveau national, les marchés sont accessibles plus de 11 mois sur 12. Pour les marchés où l'accès physique est bloqué, la principale raison invoquée est l'inondation (83 %).

Au moment de l'enquête, en juin-juillet 2012, le niveau d'approvisionnement des marchés était considéré comme satisfaisant/bon pour 89 % des ménages au niveau national. Bien qu'un dixième des ménages jugent ce niveau d'approvisionnement limité, voire très limité, ces données confirment que la disponibilité n'est pas le principal obstacle des ménages. Il faut noter cependant que le niveau d'approvisionnement du marché au moment de l'enquête était rapporté moindre que celui de l'année précédente (2011) dans 1 cas sur 4. Ces fluctuations des disponibilités sur les marchés s'expliquent principalement par les mauvais niveaux d'intégration et d'approvisionnement des marchés mentionnés plus haut.

## CONTEXTE (SUITE)



### SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS, DES FEMMES ENCEINTES ET ALLAITANTES

De décembre 2011 à octobre 2012, deux enquêtes nationales portant sur l'évaluation de l'état nutritionnel des populations ont été réalisées en Guinée. Il s'agit d'une enquête nationale de nutrition-santé basée sur la méthodologie SMART (de décembre 2011 à février 2012)<sup>1</sup> et d'une Enquête démographique et de santé à indicateurs multiples IV (de juin à octobre 2012)<sup>2</sup>.

Les deux enquêtes montrent une situation globale sérieuse à critique pour la **malnutrition chronique avec des taux allant de 34 à 40 %** et une tendance à la dégradation de la situation de la malnutrition aiguë globale au-delà des seuils de 10 %<sup>3</sup> dans les zones minières de Haute Guinée où les populations abandonnent les activités agropastorales au détriment de l'orpaillage.

L'allaitement maternel reste une pratique très répandue, mais dans le groupe d'âge 0-5 mois, seul un enfant sur cinq (21%) est exclusivement allaité au sein contre 27 % en 2005. La proportion des enfants âgés de 6 à 8 mois recevant une alimentation de complément est faible à 57,2 % et la diversité alimentaire est très pauvre (1,7 sur le plan national).

### CARENCES EN MICRONUTRIMENTS

Ces deux dernières enquêtes nutritionnelles ont aussi montré de fortes prévalences de l'anémie au sein de la population guinéenne. Selon l'EDS IV, la **prévalence de l'anémie chez les enfants de 6 à 59 mois est de 77 %**. Les enfants des zones rurales sont plus atteints d'anémie que ceux des zones urbaines. Au niveau national, 49 % des femmes souffrent d'anémie. Les vers intestinaux exposent très souvent les enfants à l'anémie, aux troubles digestifs et à la mauvaise absorption de certains aliments ce qui contrarie leur croissance et leur développement psychomoteur. L'enquête SMART de 2011 a montré qu'environ deux tiers des enfants âgés de 12 à 59 mois recevaient des déparasitants au moins une fois par an.

Les carences en vitamine A et autres oligo-éléments (iode, zinc, vitamine D, phosphore, Vitamines B) sont très peu étudiées en Guinée. Les carences en vitamine A ne sont pas très répandues. Les résultats de l'enquête SMART de 2011 montrent dans l'ensemble que plus de huit enfants sur dix reçoivent une dose de vitamine A au moins une fois par an lors des campagnes de vaccination.

Toujours selon ces mêmes enquêtes, 63 % des ménages ne disposeraient pas de sel adéquatement iodé (15 ppm et plus). Les carences en iode constituent un problème de santé publique très prononcé en Haute Guinée et en Guinée Forestière. Les cas de rachitisme infantile restent cependant exceptionnels.

<sup>1</sup> Enquête nationale de nutrition-santé basée sur la méthodologie SMART (de décembre 2011 à février 2012)

<sup>2</sup> Enquête démographique et de santé à indicateurs multiples IV (de juin à octobre 2012)

<sup>3</sup> Enquête de nutrition-santé basée sur la méthodologie SMART à Kankan (Juillet 2013)

# AGRICULTURE ET ELEVAGE



## AGRICULTURE

**De manière générale, 97 % des ménages pratiquent l'agriculture.** 84,5 % des ménages ruraux qui pratiquent l'agriculture ou l'horticulture sont propriétaires des terres qu'ils cultivent.

S'agissant de l'horticulture, gage potentiel de diversité de l'alimentation, elle est pratiquée à N'Zérékoré (52,9 %) ainsi qu'à Kankan (50,3 %) et l'est beaucoup moins à Boké (41,3 %), Faranah (39,8 %), Labé (38 %), Kindia (35,6 %) et Mamou (34,3 %).

Les principales cultures vivrières citées par les ménages sont le riz (42 %), l'arachide (15 %), le fonio (12 %), le maïs (10 %), le manioc (9 %) et le gombo, l'aubergine et l'oignon (cumulativement 5 %). Peu de cultures de rente sont relevées : le café (2%), la cola et le cacao (cumulativement 2%).

**Moins de la moitié des agriculteurs utilisent ou ont accès aux fertilisants :** S'agissant de l'utilisation des fertilisants, au niveau national, en milieu rural, cela ne concerne que 47,9 % des ménages pratiquant l'agriculture ou l'horticulture. Cette proportion est plus élevée à Labé (81,7%) ainsi qu'à Faranah (34,1 %) et l'est moins dans la région de N'Zérékoré (23,5 %).

En règle générale, les ménages cultivent de petites superficies qui leur fournissent des productions ne couvrant que rarement les besoins annuels en nourriture. Au niveau national, les besoins couverts par les ménages représentent entre 5 et 6 mois en moyenne, cela est comparable aux résultats de 2009.

Même pour les exploitants capables de produire plus pour couvrir leurs besoins alimentaires ou générer des revenus, les problèmes dans le circuit d'approvisionnement et de commercialisation des produits ne permettent pas toujours de tirer les profits permettant aux ménages de subvenir à leur besoins essentiels.

Cela est aggravé par la récurrence et la fréquence des chocs affectant l'agriculture. Par exemple, 25 % des ménages rapportent que leur cultures sont affectées par les inondations, 23 % par la sécheresse et 10 % les épizooties.

Tous ces facteurs expliquent pourquoi, en règle générale, l'agriculture reste un moyen d'existence généralement peu rentable et précaire pour 54 % des ménages qui en dépendent.

## ELEVAGE

La pratique de l'élevage et la possession de bétail constitue une stratégie de subsistance importante pour les ménages car elle représente une forme d'épargne. Ainsi, en plus de la production et des stocks agricoles, la possession de bétail peut améliorer la disponibilité et l'accessibilité physique aux aliments, notamment ceux riches en protéines animales (viande, lait).

**En tout, 53 % des ménages pratiquent l'élevage.** Dans l'ensemble, les cheptels sont de petite taille. On compte ainsi en moyenne 6.2 bovins, 3.6 caprins, 3.2 ovins et 17,2 volailles par ménages. Mais ceci cache de grandes disparités au niveau des régions et des groupes de moyens de subsistance. En effet, ce sont les ménages de Boké et de Kankan qui possèdent en moyenne les plus grands effectifs de bétail. Les autres régions en possèdent beaucoup moins.

La consommation de bétail issu de l'élevage domestique du ménage est quasi nulle au cours des 3 derniers mois ayant précédé l'enquête.

La vente des produits d'élevage reste un moyen d'existence généralement précaire ne fournissant pas les revenus nécessaires aux besoins alimentaires et non-alimentaire de 58 % des ménages dont c'est la principale ressource.

## EDUCATION ET SANTÉ



### EDUCATION

Au niveau national, **38 % des chefs de ménages n'ont aucun niveau d'instruction formel** alors que 40,2 % ont reçu une éducation coranique et que seulement 12 % ont atteint le cycle primaire. Ces taux diminuent encore plus pour les chefs de ménages femmes vivant en milieu rural et ne montrent malheureusement pas d'amélioration significative depuis la dernière enquête. Ces taux varient grandement d'une région à l'autre: Kankan et N'Zérékoré ayant les plus grandes proportions de chefs de ménages sans éducation (plus de la moitié pour Kankan et plus des deux tiers pour N'Zérékoré). De nombreuses études montrent le lien direct entre le niveau d'éducation et la sécurité alimentaire et nutritionnelle du ménage.

Chez les enfants, la situation est tout aussi inquiétante : **49 % des enfants de 6 à 14 ans n'ont jamais été scolarisés**. Cette proportion est encore plus élevée chez les ménages très pauvres des milieux ruraux (55 % des enfants). Cette tendance est donc liée au niveau de pauvreté des ménages, puisque ce pourcentage diminue selon qu'augmente la richesse du ménage. Les principales raisons avancées par les ménages pour justifier la non scolarisation ou l'abandon de l'école chez les enfants de 6 à 14 ans sont l'absence d'école dans les alentours immédiats du village (19 %), les frais de scolarité élevés (18 %), le fait que l'enfant doit aller travailler (13 %), le manque d'intérêt de la part des parents (13 %) ou de l'enfant (7 %). L'enquête confirme aussi le plus faible taux de scolarisation des filles à l'échelle nationale (52 % contre 77 % pour les garçons).

**Des infrastructures scolaires pauvres, sauf pour les cantines :** Seulement 16,9 % des villages enquêtés ont un centre d'alphabétisation fonctionnel. Cependant, 87,8 % ont une école primaire fonctionnelle mais qui manque d'accès à l'eau potable (14 % des écoles) ou de champ ou plantation scolaire (8 %). En revanche, 30 % de ces écoles primaires fonctionnelles possèdent une cantine scolaire, toutes appuyées par le PAM.

### SANTÉ

Au cours du mois ayant précédé l'enquête, **73 % des ménages ruraux guinéens ont rapporté avoir eu au moins un membre qui a été malade**. Les principales maladies touchant les enfants de 0 à 14 ans, citées par les informateurs-clés, sont le paludisme (93,9 %), la diarrhée (42,5 %), les infections respiratoires aiguës, toux, asthme (14,1%), les parasitoses comme le ver de guinée (13,5 %), le rhume (7,2 %), la typhoïde/fièvre jaune (5,8 %). Les principales maladies touchant les adultes de 15 à 59 ans, citées par les informateurs clés sont le paludisme (59,7 %), les infections respiratoires aiguës (22,4 %), l'hypertension (17,1 %), la typhoïde/fièvre jaune (16,8 %), les diarrhées (16 %), les rhumatismes (13,5 %), les rhumes (13%) des parasitoses comme le ver de guinée (6,9 %).

**44 % des villages enquêtés ont une infrastructure sanitaire fonctionnelle**. Pour les autres villages enquêtés qui n'en ont pas, l'infrastructure sanitaire la plus proche se trouve à plus d'une heure de marche dans 59 % des cas.

**Seuls 11 % des villages ont une pharmacie, un dépôt ou une mutuelle pharmaceutique :** Concernant la présence d'une pharmacie, d'un dépôt ou d'une mutuelle pharmaceutique, elle ne l'est que dans 11 % des villages enquêtés. Dans les villages enquêtés n'ayant pas de pharmacie, les ménages recourent aux vendeurs ambulants dans 59 % des cas.

**Fort lien accès et qualité des services de santé et de l'accès à l'eau et malnutrition :** un ménage sur cinq se procure son eau de boisson au 'marigot, rivière, ruisseau', la moitié (48,7 %) utilisent le forage à pompe ou les pluies et 7,8 % le robinet d'eau courante. L'accès à l'eau potable demeure donc insuffisant en Guinée et des efforts doivent être maintenus pour atteindre la cible des Objectifs du Millénaire pour le Développement pour l'eau potable, c'est-à-dire une couverture de 75 % d'ici à 2015. Aussi, la proportion de ménages n'ayant pas de toilettes et utilisant la nature ou la brousse est de près de 20%. Ces deux indicateurs, selon les enquêtes EDS et SMART de 2012 contribuent grandement aux problèmes de malnutrition aiguë et chronique dans le pays.

## ENCLAVEMENT



L'enquête montre que l'enclavement est un des facteurs les plus déterminants de la sécurité alimentaire dans le pays. Il ne s'agit pas ici uniquement des routes mais du manque de structures en général permettant aux ménages, aux communautés et aux acteurs des marchés de lutter contre l'isolement (transport, communication, routes). Ainsi, au niveau national, l'enclavement concerne plusieurs préfectures, ne facilite guère les échanges économiques, limite fortement le développement du pays et entrave la réduction de la pauvreté.

Il ressort donc que **57 % des villages enquêtés sont enclavés** pendant au moins une partie de l'année à cause de la pluie (41 %) et des mauvaises routes (30 %) et 10 % des villages sont accessibles par route goudronnée. Le réseau routier est fortement dégradé, peu développé et très insuffisant au regard de la superficie du pays ou de la densité de la population. 69 % des villages enquêtés sont accessibles via une piste carrossable ou une piste améliorée, 51 % via un chemin de brousse (piste ordinaire), 10 % via une route goudronnée et 6 % via un fleuve ou une rivière. 2/3 de ces villages (67 %) se trouvent à plus d'une heure de marche de la route goudronnée.

**L'enclavement de juin/juillet à septembre/octobre ne facilite pas l'échange des produits et biens** : le début de l'enclavement concerne plus des trois quarts des villages enquêtés en juin (33 %) ou en juillet (45 %). La fin de l'enclavement se situe autour de septembre (43 %) et octobre (29 %).

**Enclavement de la plupart des marchés de proximité** : cette enclavement a des répercussions importantes sur l'accès des communautés aux marchés de proximité entre les mois de juin et d'octobre. Cette contrainte empêche les producteurs d'écouler leur production ce qui entraîne des pertes plus importantes (à cause du manque de stockage adéquat), amène à des ventes à prix plus réduits et donc à un manque de revenus et enfin empêche les ménages d'accéder à la nourriture variée à des prix plus bas.

L'enclavement ce n'est pas uniquement l'accès physique par les routes et les transports mais aussi par les moyens de communication tels que la téléphonie. L'analyse révèle que seulement 61,6 % des villages enquêtés sont couverts par le réseau téléphonique. Il convient de souligner que 58,3 % des villages

non couverts se trouvent à plus d'une heure de marche du poste téléphonique (fixe ou portable) le plus proche, tandis que 12,2 % de ces villages non couverts se trouvent à 15 minutes ou moins du poste téléphonique (fixe ou portable) le plus proche.

Les répercussions de cette contrainte se font sentir au niveau de la possibilité des ménages à communiquer avec des tiers notamment pour connaître les prix de ventes de leur produits, de recevoir des transferts d'argent ou encore de planifier à l'avance leurs dépenses.

# RICHESSE ET PAUVRETE



La méthode de l'indice de richesse se base sur les biens possédés par les ménages qui permet de les classer par quintiles de richesse. Cette méthode, bien que différente de celle utilisée par la Banque Mondiale, donne des indications similaires sur la pauvreté des ménages. La richesse exprimée ici est cependant relative et non absolue.

Au niveau national, les plus pauvres et pauvres représentent 57 % de la population urbaine et rurale soit **6,7 millions de personnes**.

La pauvreté concerne surtout les ménages de **petite taille** dirigés par des **femmes âgées** (60 ans et plus) n'ayant **pas d'éducation formelle, pas de conjoint** ni suffisamment de **ressources** pour assurer, entre autre, la scolarisation de leur enfants.

L'analyse montre donc qu'il y a une différence statistiquement significative de la distribution des ménages selon les quintiles d'indice de richesse en fonction :

- **du sexe du chef de ménage.** la prévalence d'appartenance aux quintiles pauvres est plus élevée chez les ménages dirigés par des femmes.
- **de l'âge du chef de ménage.** la prévalence d'appartenance aux quintiles pauvres est plus élevée chez les ménages dirigés par des personnes âgées (60 ans et plus).
- **du niveau d'éducation du chef de ménage.** la prévalence d'appartenance aux quintiles pauvres est plus élevée chez les ménages dirigés par des personnes n'ayant pas reçu d'éducation ou simplement alphabétisé (niveau d'éducation coranique), et elle diminue à mesure qu'augmente le niveau d'instruction du chef de ménage – ainsi 89% des ménages ayant un niveau d'éducation supérieur appartiennent aux quintiles riches (37%) ou plus riches (52%).
- **du statut matrimonial du chef de ménage.** la prévalence d'appartenance aux quintiles pauvres est plus élevée chez les ménages dirigés par des personnes n'ayant pas de conjoint.

La taille du ménage, elle, augmente en fonction de la richesse du ménage passant d'une moyenne de 7,2 pour les ménages les plus pauvres à 9,7 pour les ménages les plus riches.

Il en est de même du pourcentage d'enfants de 6-14 ans qui vont à l'école, ce taux augmente lui aussi en fonction de la richesse du ménage passant d'une moyenne de 38 % pour les ménages les plus pauvres à 72% pour les ménages les plus riches. Comme démontré plus haut, la scolarisation des filles

Région administrative	Milieu de résidence	Indice de pauvreté				
		Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
Boké	Urbain	6,8%	1,7%	11,9%	30,5%	49,2%
	Rural	31,4%	27,6%	24,0%	16,4%	,7%
Conakry	Urbain	,0%	,4%	1,0%	15,7%	83,0%
	Rural	,0%	,0%	,0%	,0%	,0%
Faranah	Urbain	1,4%	4,2%	9,9%	53,5%	31,0%
	Rural	37,0%	40,4%	14,5%	8,0%	,0%
Kankan	Urbain	9,2%	10,8%	4,6%	23,1%	52,3%
	Rural	49,7%	21,8%	17,0%	11,2%	,4%
Kindia	Urbain	,7%	,7%	12,7%	51,5%	34,3%
	Rural	11,7%	34,2%	33,5%	19,1%	1,4%
Labé	Urbain	2,7%	,0%	5,4%	43,2%	48,6%
	Rural	25,2%	23,9%	25,8%	24,5%	,6%
Mamou	Urbain	,0%	2,1%	4,2%	37,5%	56,3%
	Rural	23,7%	22,4%	24,4%	27,9%	1,6%
N'Zérékoré	Urbain	,0%	6,0%	31,6%	52,6%	9,8%
	Rural	18,0%	32,3%	38,1%	11,3%	,2%
National	Urbain	<b>1,0%</b>	<b>1,8%</b>	<b>6,6%</b>	<b>27,5%</b>	<b>63,2%</b>
	Rural	<b>28,7%</b>	<b>28,4%</b>	<b>25,6%</b>	<b>16,7%</b>	<b>,7%</b>

est souvent plus touchée dans les ménages les plus pauvres.

Les ménages les plus pauvres accusent aussi un manque de diversification de leurs sources de revenus par rapport aux ménages plus aisés. Ainsi, deux tiers de ménages très pauvres ou pauvres ont 1 voire 2 sources de revenus uniquement sur les six mois précédents l'enquête.

Il faut noter que les ménages les plus aisés (quintiles des riches et très riches) représentent **2,1 millions de personnes soit 18 %** de la population totale. Ces ménages vivent principalement en milieu urbain.



# MOYENS D'EXISTENCE, REVENUS ET DÉPENSES

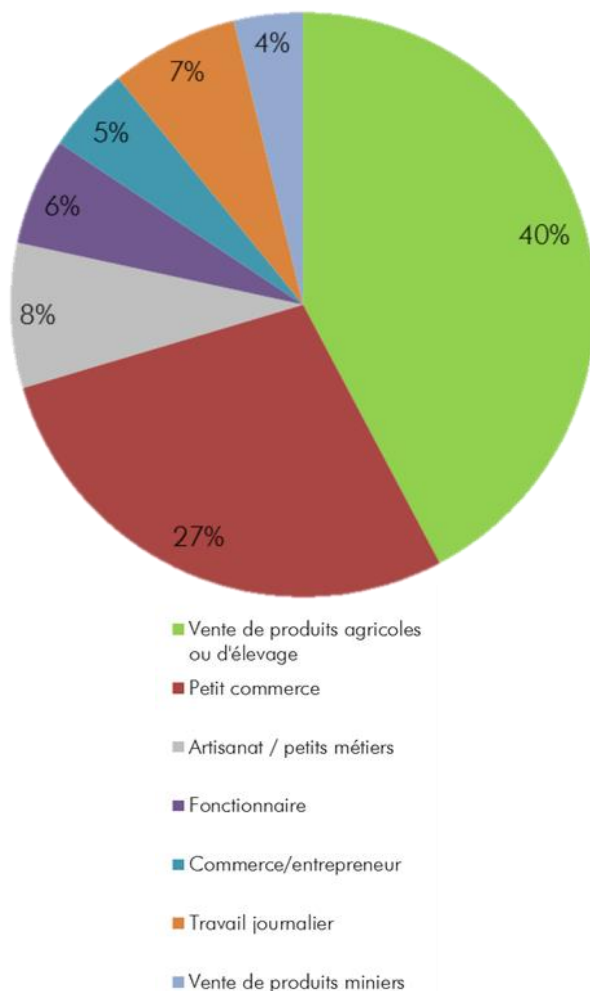


## MOYENS D'EXISTENCE ET REVENUS

Au niveau national, les trois groupes de sources de revenus et moyens de subsistance les plus importants (plus de la moitié des ménages enquêtés) sont :

- ceux qui vivent de la vente de produits agricoles et de la vente du bétail ou de produits d'élevage.
- ceux qui vivent du petit commerce/commerce
- ceux qui vivent de l'artisanat et des petits métiers

Graphique 2 : Principaux moyens d'existence des ménages



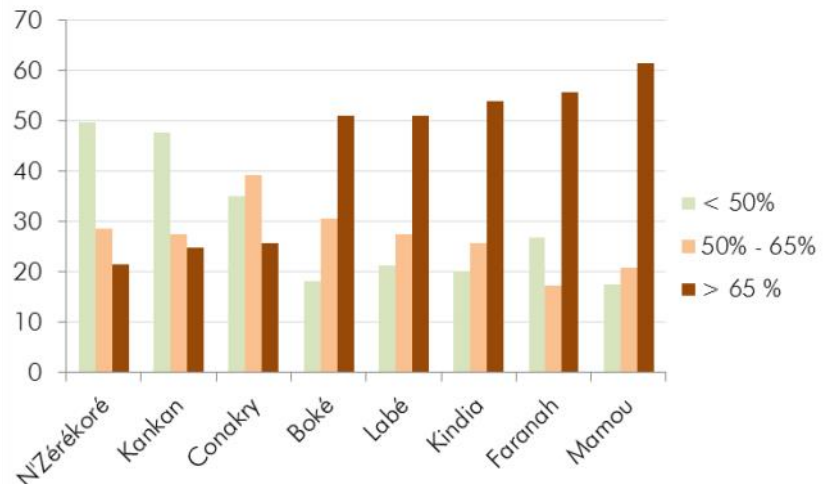
## DÉPENSES

Concernant la structure des dépenses, en milieu urbain les dépenses alimentaires représentent 50 % des dépenses des ménages. Pour les dépenses alimentaires, le premier poste de dépenses constituées par les céréales, occupent 22 %. Pour les dépenses non alimentaires, le poste prioritaire est la télécommunication/achat de cartes de recharge (5 %)

En milieu rural, les dépenses alimentaires occupent 53 % des dépenses totales des ménages dans lesquelles 25 % sont consacrées aux céréales. Globalement, les dépenses non alimentaires représentent 45 % des dépenses totales des ménages avec priorité les dépenses liées à la santé et l'habillement qui occupent chacun 5%, les cérémonies, construction et réparation à chacun 4%.

L'enquête montre aussi clairement que les ménages de certaines zones dépensent une plus grande partie de leur revenu en nourriture. Les régions de Boké, Labé, Kindia, Faranah et surtout Mamou présentent les proportions les plus élevées de ménages dépensant plus des 2/3 de leurs revenus dans l'alimentation. Il est difficile de comparer ces taux aux précédentes enquêtes à cause des augmentations des prix des denrées de base ces dernières années.

Graphique 3 : Part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales des ménages par région



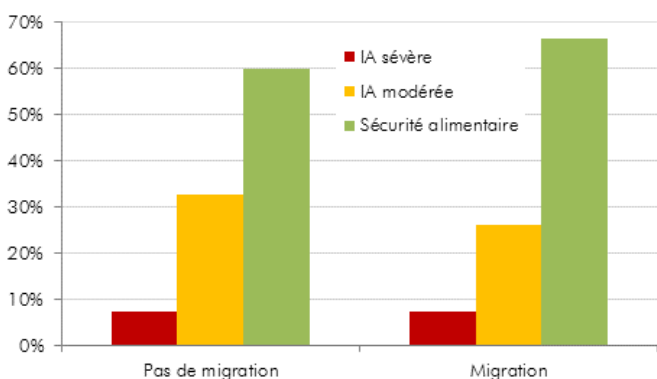
# DETTES ET MIGRATIONS



## MIGRATION

Le phénomène migratoire est une composante importante de la sécurité alimentaire. La présence de migrants a un impact positif sur la sécurité alimentaire de ménage mais limité.

Graphique 4 : Impact de la migration sur la sécurité alimentaire



Comme relevé lors de l'enquête de 2009, les transferts des migrants sont principalement destinés à l'achat de nourriture. La recherche de travail salarié (74,9 % des ménages) et le manque de nourriture sont les deux principales motivations des migrants. De plus, selon les résultats de la présente enquête, 90,6 % des ménages ont des migrants principalement à l'intérieur du pays ne rapportant pas des transferts conséquents.

Une enquête plus approfondie sur l'impact des migrants et des transferts monétaires sur la sécurité alimentaire permettrait de mieux cerner ce phénomène.

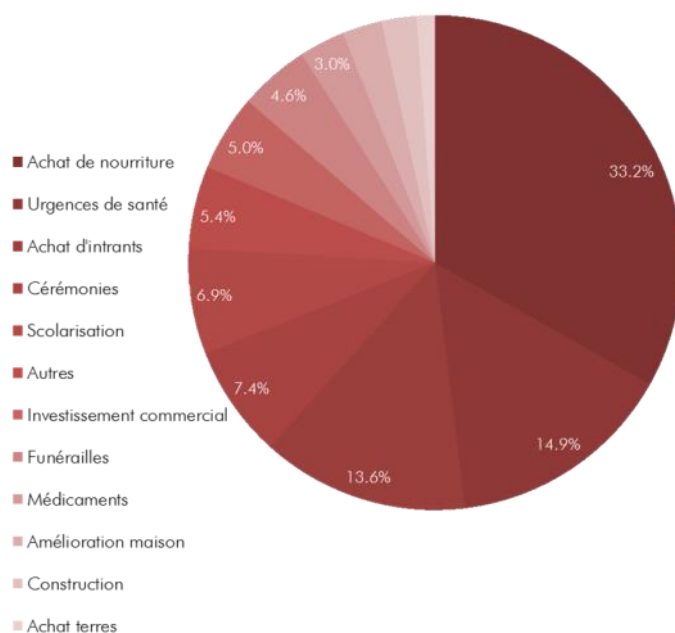
## DETTES

Les dettes au niveau des ménages sont souvent une stratégie d'adaptation temporaire afin de se procurer des biens ou services que les ménages ne peuvent se permettre sur le moment. Les dettes peuvent aussi être liées à un achat ou investissement important. Ces dettes jouent un rôle important dans le cercle vicieux de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans le pays car elles sont souvent contractées à des taux usuriers très élevés avec des conditions de remboursement très défavorables.

Il a donc été demandé aux ménages s'ils ont contracté des dettes (en espèce ou en nature) au cours des 12 derniers mois, et d'indiquer l'utilisation qui en a été faite. Leur capacité à rembourser ces crédits a également été étudiée. Il a été demandé si leurs dettes ont augmenté ou baissé au cours des 12 derniers mois. Il est difficile d'avoir une estimation précise de ces dettes, c'est pourquoi les montants moyens rapportés doivent être considérés comme indicatifs.

**Il ressort de l'enquête que la moitié des ménages en Guinée est endettée au moment de l'enquête.** De plus, un tiers de ces ménages ne peut rembourser les dettes prises alors que pour 42% des ménages les dettes ont augmenté. Les ménages qui s'endettent pour acheter de la nourriture ou des médicaments, et qui ne sont pas en mesure de rembourser leurs emprunts, ont plus de chances d'être en situation de vulnérabilité par rapport aux ménages qui se sont endettés à des fins d'investissement ou qui ont une bonne capacité de rembourser leurs dettes. En règle générale, les dettes sont principalement prises pour l'achat de nourriture (auprès des commerçants). L'enquête note cependant les difficultés d'accès au crédit pour les plus pauvres et pour les petits exploitants qui ne permettent pas le développement des activités de ces catégories de ménages.

Graphique 5 : Principales raisons pour la prise dettes au cours des 6 mois précédent l'enquête



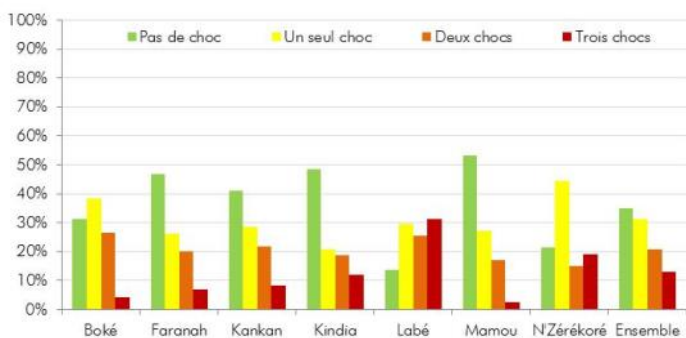
# CHOCS ET STRATEGIES



## CHOCS

Au niveau national, les chocs frappent plus les ruraux. Alors que plus de la moitié des ménages attestent n'avoir pas subi de chocs (54,7 %) contre 21,5 % avec un seul choc et 24,4 % avec deux à trois chocs au cours des 6 mois précédant l'enquête, en milieu rural, la proportion des ménages n'ayant pas subi de chocs se situe à 35 %, 31 % ont subi un choc, 21 % ont subi deux chocs et 13 % trois chocs.

**Graphique 6 : Nombre de chocs subis par les ménages 6 mois avant l'enquête par région et pour l'ensemble de la Guinée (population rurale)**



Les principaux chocs portent sur les maladies sérieuses, accident ou décès d'un membre actif du ménage 16 %, les pluies tardives et l'augmentation des prix des produits alimentaires (10 % pour chaque et 4,3 % des ménages ont vu le revenu d'un membre du ménage être réduit.

Au niveau des réponses fournies par les communautés, on note une forte prédominance des risques biophysiques (sécheresse 23 % des communautés, inondations 10,3 %), des épizooties (9,4 %), tarissement des sources d'eau (8,4 %), les vents et ensablement (7,6 %), les feux de brousse et la hausse des prix avec respectivement 7,2 %.

Pour 91 % des ménages ayant subi un choc, celui-ci a diminué la capacité du ménage à produire ou à acheter des vivres. 26,0% des ménages disent ne pas avoir pu se relever du choc subi, alors que 67% s'en sont remis partiellement et 7,0% entièrement, ce qui traduit une situation de vulnérabilité des ménages face à d'autres chocs éventuels.

## STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX CHOCS

La principale stratégie mise en œuvre par un peu moins d'un ménage sur 3 (28,5 %) a été de consommer des aliments moins coûteux et moins préférés : il est important de rappeler que réduire la quantité d'aliments consommés par repas est apparu dans les enquêtes précédentes comme l'un des facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire des ménages.

	Jamais	Rarement	Souvent	Fréquemment
Consommer aliments moins préférés, moins chers	49.0%	30.3%	17.3%	3.3%
Diminuer quantité nourriture lors des repas	51.2%	28.5%	15.9%	4.5%
Réduire nombre de repas par jour	66.9%	20.7%	8.5%	3.9%
Réduction quantités consommées par adultes	73.5%	16.6%	7.5%	2.4%
Acheter aliments à crédit	74.3%	18.1%	6.7%	0.9%
Emprunter aliments ou dépendre des aides	79.0%	16.2%	4.3%	0.5%
Consommer aliments sauvages, chasse, pêche	85.2%	9.7%	4.1%	0.9%
Consommer semences prochaine campagne	89.9%	6.7%	2.9%	0.6%
Passer des jours sans manger	90.1%	7.4%	1.9%	0.4%
Faire manger membres actifs au détriment des autres	94.9%	3.3%	1.4%	0.4%
Réduction quantités consommées par les enfants	96.2%	3.2%	0.4%	0.1%
Envoyer membres famille manger ailleurs	96.8%	2.6%	0.6%	0.0%
Aller mendier	97.5%	1.4%	1.0%	0.1%

Il a été demandé combien de fois les stratégies ont été employées au cours des 7 derniers jours en cas de difficultés alimentaires :

S'agissant des moyens de subsistance, les ménages ayant le plus recouru aux différentes stratégies pour faire face aux difficultés alimentaires vivent surtout du travail journalier, de l'artisanat/petit métier et des transferts d'argent. Tandis que ceux vivant du commerce/entrepreneuriat, de la vente de produits miniers ou les fonctionnaires/ salariés/contractuels/retraités apparaissent comme ayant le moins adopté ces différentes stratégies

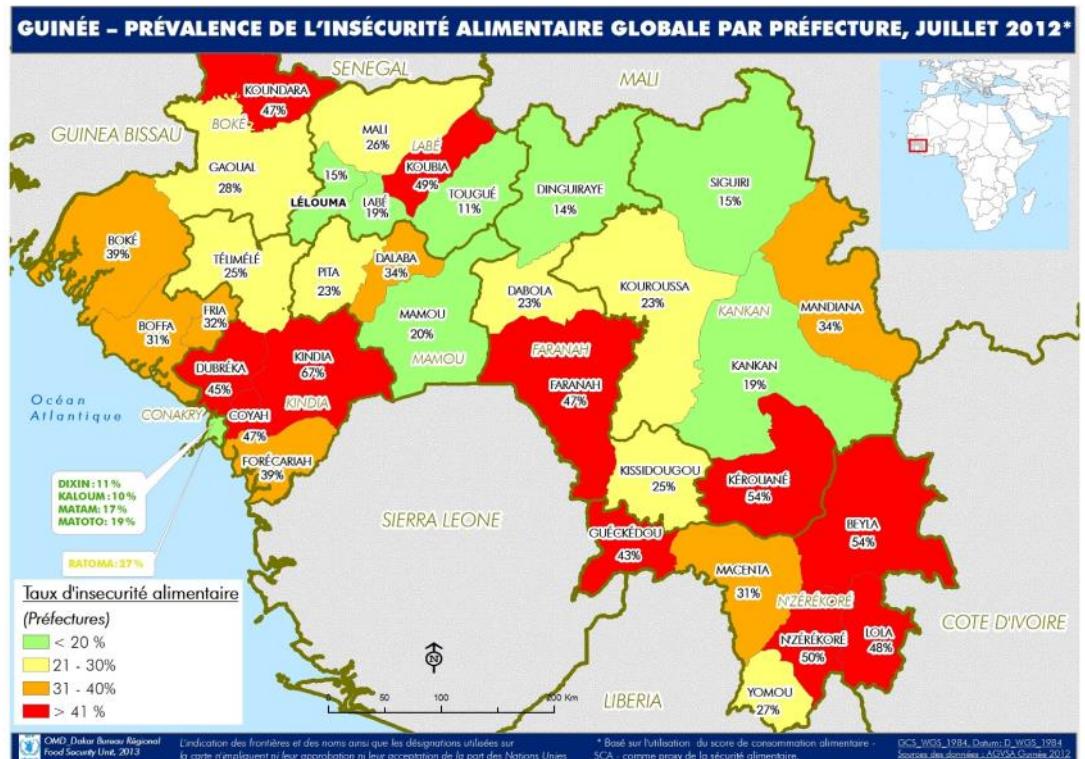
L'analyse montre aussi que la proportion de ménages concernés par les stratégies les plus néfastes pour la sécurité alimentaire diminue à mesure qu'augmente leur richesse. Ce qui confirme le fait que les stratégies de survie adoptées par les ménages pour faire face aux difficultés est un indicateur de la précarité économique de leur situation.

# SECURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

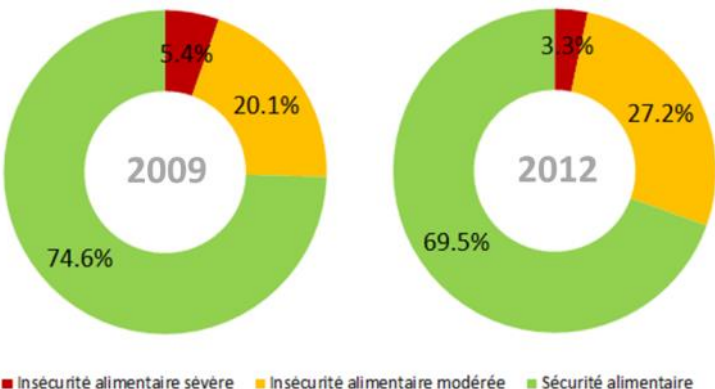


## UNE SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE QUI RESTE PRECAIRE

Près d'un tiers des ménages (30,5 %) sont en insécurité alimentaire dont 3,3 % en insécurité alimentaire sévère. Les ménages en zone rurale (37 %) sont plus touchés par l'insécurité alimentaire que les ménages en zone urbaine (23 %). Dans les régions situées à l'Ouest (Boké, Kindia, Conakry) et au Sud (N'Zérékoré), la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée. A Conakry, la Commune de Rotama (37 %) est plus affectée par l'insécurité alimentaire. A l'Est les préfectures les plus affectées sont Kérouané, Lola, et Beyla alors qu'à l'Ouest Kindia se démarque avec une insécurité alimentaire de 75 %.



## LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES S'EST DÉTÉRIORÉE DEPUIS L'ENQUÊTE DE 2009



Les deux enquêtes ENSAV de 2009 et 2012 ont été réalisées durant la période de soudure, ce qui permet une comparaison des résultats. Par rapport à l'AGVSA de 2009 l'insécurité alimentaire a globalement augmenté dans plusieurs régions. Elle a plus que doublé à Kindia et Boké alors que dans les régions de N'Zérékoré et Labé elle a reculé. L'insécurité alimentaire modérée reste très élevée dans toutes les régions du pays. Cependant il faut souligner que l'enquête de 2009 a été réalisée en début de soudure alors que celle de 2012 en fin de soudure. Ceci pourrait entre autre expliquer cette progression.



# SECURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES



## CARACTERISTIQUES DES MENAGES AFFECTES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire globale et la forme sévère touchent de préférence les ménages les plus pauvres. Ces ménages sont principalement localisés dans les préfectures des régions situées au Centre (Kankan, Faranah, Mamou et Labé). La répartition de la pauvreté est restée quasi stable depuis 2009.

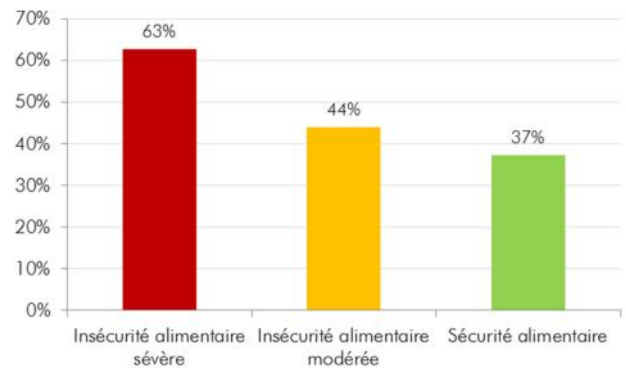
Le sexe du chef de ménage ne semble pas être déterminant dans la situation de pauvreté et de sécurité alimentaire des ménages. Car on trouve plus de pauvres chez les ménages dirigés par les hommes (22 %) que chez les ménages dirigés par les femmes (11 %). Les ménages dirigés par un homme ou par une femme sont affectés quasiment au même degré par l'insécurité alimentaire.

Par contre le niveau d'éducation semble être déterminant dans la situation de pauvreté et de sécurité alimentaire des ménages. Plus le niveau d'éducation du chef de ménage augmente plus le niveau de richesse du ménage augmente et plus la sécurité alimentaire du ménage augmente. On retrouve ainsi 70 % de ménages classés dans le groupe des plus riches chez les ménages dirigés par un chef ayant atteint l'enseignement supérieur. Les ménages ayant atteint le niveau supérieur

ou ayant reçu une formation professionnelle sont plus nombreux dans le groupe des ménages en sécurité alimentaire.

En fonction des activités principales du ménage, les résultats montrent que plus d'un ménage sur deux est pauvre chez les ménages qui vivent de la vente des produits agricoles (54%), de la vente des produits miniers (58 %) de la vente du bétail ou de produits d'élevage (58 %) et de la vente des produits de la chasse/cueillette (59 %). Les ménages en insécurité alimentaire sont plus nombreux dans ces groupes de moyen d'existence.

Graphique 7 : Part des dépenses alimentaire sur le total des dépenses et niveau de sécurité alimentaire



IA SEVERE

- Ménage très pauvre et agricole
- Chef de ménage est une femme (62 %) pas ou peu éduquée
- Peu de bétail ou de terres
- Forte dépendance au marché
- Vivent dans l'enclavement
- Ménage de 'petite' taille (7)
- Dépense plus de 60 % en alimentation → dettes
- Main d'œuvre activités ponctuelles
- Consomme céréales, sucre, huile



IA MODEREE

- Ménage pauvre et agricole
- Répartis sur tous les moyens d'existence
- Dépense la moitié de leur revenu pour la nourriture
- Ménage de 9 personnes
- Consommation de céréales, quelques légumes/fruits, huile, pas de protéines
- Vulnérable aux chocs économiques

# SECURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES



## CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN GUINÉE

Comme dans toute la région, les facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire en Guinée sont complexes et multi-variés. Le schéma ci-dessous tente de présenter certaines des causes les plus importantes identifiées par l'analyse. Ainsi, les facteurs qui ressortent comme ayant le plus d'impact sont :

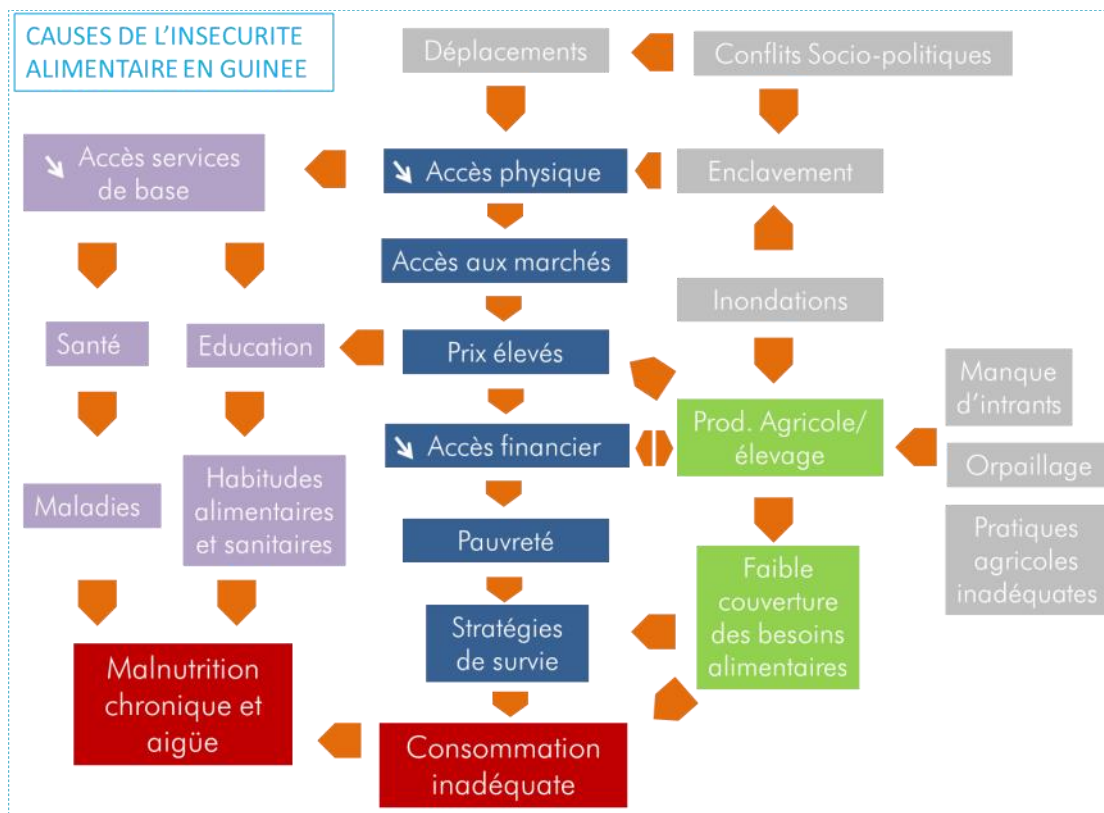
**Enclavement physique des villages et conflits socio-politiques :** comme décrit plus haut, l'enclavement joue un rôle de taille dans l'insécurité alimentaire en Guinée. Dans certaines régions et en milieu urbain, il est associé aux troubles socio-politiques qui continuent de sévir en Guinée et provoquent des déplacements de population et viennent rajouter aux problèmes d'accès à la nourriture que ce soit l'accès physique aux marchés ou l'accès aux ressources naturelles telles que la terre. L'impact sur la production est parfois conséquent.

**Production agricole et consommation alimentaire :** l'absence de structures de stockage, les difficultés d'écoulement des produits alimentaires et des animaux, la pauvreté des sols du fait

du lessivage ou de la surexploitation, le manque d'intrants agricoles, la pluviométrie insuffisante ou les attaques des prédateurs constituent les principales contraintes à la production agricole des ménages.

**Problème d'accès :** l'enclavement, les conflits et le manque de production rendent les ménages vulnérables aux fluctuations des prix et des marchés en général. De plus, l'accès physique des ménages est remis en cause, notamment par les inondations. Le manque d'accès financier poussent les ménages dans la spirale des dettes et de la pauvreté, les forçant à utiliser des stratégies d'adaptation les maintenant dans un état de vulnérabilité chronique.

**Accès aux services de bases et habitudes alimentaires :** pour boucler la boucle, les ménages les plus pauvres et moins à même de faire face aux chocs sont forcés de réduire leur accès aux services de base tels que la santé et l'éducation. Cette privation vient s'ajouter aux autres éléments du cercle vicieux de la pauvreté contribuant non seulement à l'insécurité alimentaire mais aussi les exposant à la malnutrition.



# SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - N'ZEREKORE

N'Zerekore	Beyla		Guéckédou		Lola		Macenta		N'Zérékoré		Yomou	
	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012
IA SEVERE	23,4%	11,5%		1,7%	40,0%	1,0%	3,5%	1,0%	8,5%	3,1%	5,3%	1,0%
IA MODEREE	31,8%	42,7%	5,3%	41,7%	40,0%	46,9%	51,2%	30,2%	53,2%	46,9%	34,7%	26,0%
SECURITE ALIMENTAIRE	44,9%	45,8%	94,7%	56,7%	20,0%	52,1%	45,3%	68,8%	38,3%	50,0%	60,0%	72,9%

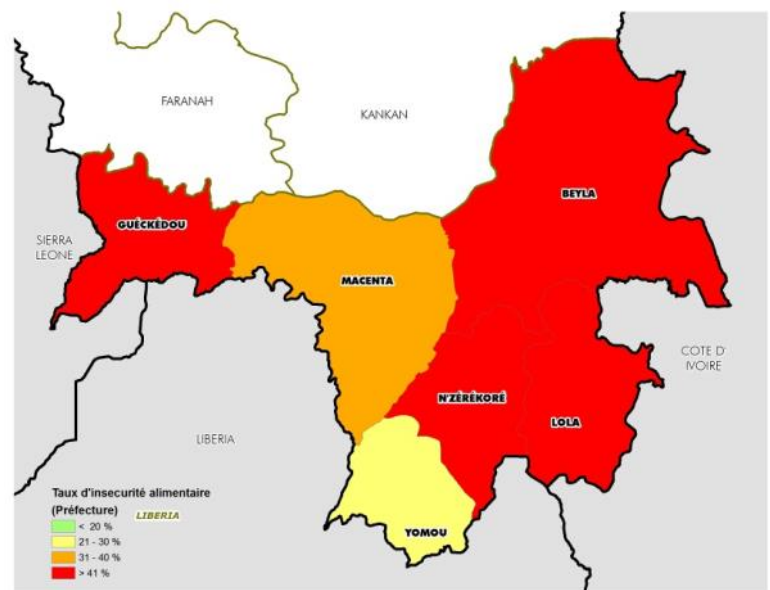
La région de N'Zérékoré est connue depuis 2009 comme une zone d'insécurité alimentaire. Précédemment jouissant du titre de grenier de la Guinée, cette région se retrouve aujourd'hui parmi les plus vulnérable à l'insécurité alimentaire. La région est fortement tournée vers l'activité minière qui offre des emplois de main d'œuvre souvent peu rémunérés mais qui ont remplacés les travaux champêtre et donc la production. La population est maintenant fortement dépendante du marché pour sa consommation alimentaire. L'orpaillage bénéficie principalement aux ménages les plus aisés. Les ménages les plus pauvres dépendent aussi de l'huile de palme pour assurer des revenus supplémentaires.

L'insécurité alimentaire sévère touche principalement la préfectures de Beyla qui affiche des taux supérieurs à 10 %. Cette préfecture est souvent le théâtre de conflits sociaux qui sont à l'origine de déplacements de personnes. Les inondations sont aussi été fréquentes dans la région, notamment à Guéckedou.

Dans ces préfectures, quel que soit le statut de sécurité alimentaire des ménages, la part des dépenses alimentaires et non alimentaires est assez équilibrée. Les postes de dépenses les plus importants sont dédiés à l'agriculture (achat d'intrants) et l'élevage (entretien du bétail) chez les ménages aisés. Les dépenses en céréales sont plus élevées chez les ménages en insécurité alimentaire sévère.

Ces ménages cultivent principalement du riz, sur des superficies moyennes de 1 à 1,5 ha. Ces petites superficies expliquent les faibles stocks, pour la principale culture vivrière, rapportés chez ces ménages en insécurité alimentaire. Ces stocks varient entre 77 – 78 kg pour les ménages en insécurité alimentaire, alors que pour les ménages en sécurité alimentaire, plus aisés et ayant un accès à la terre plus important, ces stocks peuvent atteindre 200 kg.

A Beyla, 63 % des ménages sont classés comme étant très pauvres. Les très pauvres et pauvres représentent même 80 % de l'échantillon. A Guéckedou ce même taux est de 43 %. Preuve de la corrélation entre la pauvreté et l'insécurité ali-



mentaire, c'est dans la préfecture de Yomou, qui a le plus faible taux de pauvreté, que l'on rencontre le moins de ménages en insécurité alimentaire.

Il faut aussi noter que dans ces préfectures, la période de soudure commence souvent plus tôt qu'ailleurs. Au moment de l'enquête, les ménages mettaient déjà en place les stratégies de survie de fin de soudure, notamment la réduction du nombre et de la quantité des repas. Un nombre élevé de ménages sur toute la région, de par la forte dépendance au marché se procure la nourriture à crédit.



## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - KANKAN

	Kankan		Kérouané		Kouroussa		Madiana		Siguiri	
	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012
IA SEVERE	3,8%	,6%	1,3%	1,0%		3,2%		3,1%	3,9%	2,4%
IA MODEREE	12,4%	18,6%	9,2%	53,1%	4,5%	20,0%	30,6%	22,9%	16,5%	12,5%
SECURITE ALIMENTAIRE	83,8%	80,8%	89,5%	45,8%	95,5%	76,8%	69,4%	74,0%	79,5%	85,1%

La région de Kankan fait partie des régions les plus affectées par les inondations en Guinée. Ces inondations affectent souvent les moyens de productions (inondation des cultures) et les actifs (destruction des maisons) de milliers de personnes. Le niveau d'éducation des chefs de ménages y est très bas. Plus de trois ménages sur quatre sont dirigés par des personnes analphabètes ou n'ayant pas dépassé le cycle primaire. L'insécurité alimentaire modérée y est aussi plus marquée. 45 % des ménages de cette région sont très pauvres et 21 % sont classés comme pauvre. Une consommation alimentaire essentiellement composée de céréales (7 jours par semaine en moyenne) de sucre (5 jours) et d'huile fait que les ménages particulièrement ceux en insécurité alimentaire ont une diète très déséquilibrée. La consommation de protéine animale (3 jours) de légumineuse, de légumes et de fruits est plus rare (2 jours).

Le taux d'insécurité alimentaire sévère le plus élevé est observé à **Madiana**. A **Kérouané** l'insécurité alimentaire est plus marquée sous la forme modérée ce qui y fait que le taux d'insécurité alimentaire globale est le plus élevé de la région.

A **Madiana**, qui est situé dans les **Plateaux du Wassolonké**, les productions de riz, maïs, coton y sont très développées. Respectivement 65 % et 27 % des ménages de l'échantillon cultivent principalement le riz et le maïs. Dans la région, les ménages en insécurité alimentaire sévère cultivent en moyenne moins de 2 ha sauf à Madiana où les ménages en insécurité alimentaire sévère cultivent sur une superficie moyenne de 3 ha. Cela explique pourquoi dans cette préfecture les ménages ont d'importants stocks de céréales (600 kg en moyenne pour les ménages en insécurité alimentaire et 800kg en moyenne pour les ménages en sécurité alimentaire) par rapport aux ménages des autres préfectures de la région (inférieur à 600 Kg).

Cependant, en plus de l'enclavement, les terres sont faiblement mises en valeur à Madiana. Ces contraintes affectent la capacité de certains ménages à commercialiser les excédents agricoles et à générer des revenus qui pourraient favoriser une diversification de leur consommation alimentaire.



**Kérouané** située en zone pré-forestière est marquée par une insuffisance des infrastructures, l'existence de grands bas-fonds non aménagés et de zones diamantifères avec une forte concentration de population. Dans cette localité, les ménages en insécurité alimentaire sévère disposent de faibles superficies (moins d'un hectare) pour leur culture principale. C'est pourquoi les stocks moyens y sont très faibles au moment de l'enquête pour les ménages en insécurité alimentaire (20 kg contre 80Kg pour les ménages en sécurité alimentaire). Ceci explique pourquoi les dépenses en céréales y sont très élevées pour les ménages en sécurité alimentaire.

## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - KANKAN (SUITE)

Ces derniers dépensent en moyenne 249 000 GNF pour les céréales contre 100 000 GNF pour les ménages en insécurité alimentaire. Leurs dépenses en riz tournent autour de 31 200 GNF par tête contre 10 000 GNF pour les ménages en insécurité alimentaire. Le marché joue ainsi un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages. En effet, dans cette localité, plus un ménage est en insécurité alimentaire plus il affecte une bonne partie de ses dépenses à l'alimentation. Ainsi, 33 % des ménages en insécurité alimentaire affectent plus de 75 % de leurs dépenses à l'alimentation contre 19 % des ménages en sécurité alimentaire. La forte dépendance au marché pourrait expliquer pourquoi les ménages sont en insécurité alimentaire.

## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - FARANNAH

	Dabola		Dinguiraye		Faranah		Kissidougou	
	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012
<b>Faranah</b>								
IA SEVERE		5,3%	2,9%	2,1%	3,0%	21,9%	3,5%	5,6%
IA MODEREE	18,2%	17,9%	11,4%	11,5%	16,7%	25,0%	10,5%	19,4%
SECURITE ALIMENTAIRE	81,8%	76,8%	85,7%	86,5%	80,3%	53,1%	86,0%	75,0%

La région de Faranah englobe trois zones de moyen d'existence. Les préfectures de **Faranah** et **Dabola** sont localisées dans une **zone de savane arborée** qui constitue une transition écologique entre la région forestière au sud et la région des plaines de savane – et l'orpaillage au nord. Les cultures dominantes sont le riz, le manioc, le maïs et le fonio.

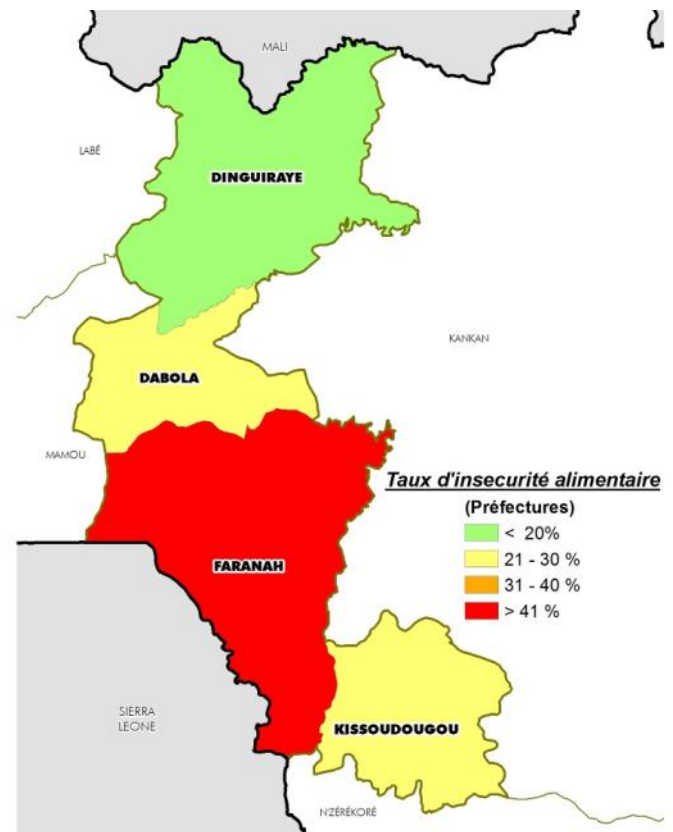
La préfecture de **Kissidougou** est localisée dans la **zone pré-forestière** où les activités minières ont tendance à détourner les ménages de la production agricole. Le riz, le maïs et le manioc sont les cultures dominantes.

La préfecture de **Dinguiraye** se situe dans la **zone de Savane arbustive**. C'est une zone qui dispose de vastes superficies de terres cultivables avec des sols modérément fertiles dans les vastes plaines alluviales et bas-fonds où les ménages s'adonnent principalement à la culture du riz. La main d'œuvre agricole y est chère à cause des activités minières qui attirent plus les jeunes. L'agriculture y est ainsi très mécanisée chez les ménages riches qui investissent également dans l'orpaillage.

Dans cette région, la majorité des chefs de ménages sont analphabètes particulièrement à Kissidougou (60 %). 31 % des ménages sont classés comme pauvres. Cependant, cette pauvreté est plus marquée dans la préfecture de Dinguiraye (55 %) et Dabola (39 %).

Une consommation alimentaire essentiellement composée de céréales (7 jours en moyenne par semaine) de sucre (4 jours) et d'huile (5 jours) fait que les ménages, particulièrement ceux en insécurité alimentaire, ont des carences en micronutriment en période de soudure.

La préfecture de **Faranah** affiche un taux d'insécurité alimentaire sévère bien supérieur à celui des autres préfectures. Dans cette localité, comme d'ailleurs à Kissidougou, la production agricole est peu diversifiée. 100 % des ménages produisent



uniquement du riz par rapport aux autres préfectures où les ménages font également du mil, du maïs, du fonio et de l'arachide. La diversification de la production agricole semble contribuer à la sécurité des ménages dans cette région.

A Faranah et Dabola, les superficies moyennes cultivées sont les plus élevées de la région. Environ 2 ha pour les ménages en sécurité alimentaire et 1 ha pour les ménages en insécurité alimentaire. Du fait que les ménages soient très engagés dans les activités minières, ils s'investissent ainsi moins dans l'agriculture et dépendent du marché pour compléter leur faible

## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - FARANNAH (SUITE)

production. Le manque de main d'œuvre agricole à certaines périodes clés de l'année est aussi une contrainte pour la production vivrière.

A **Faranah**, quel que soit le statut de sécurité alimentaire, plus d'un ménage sur deux affecte plus des trois quarts de ses dépenses à l'alimentation. Cependant, les ménages en insécurité alimentaire sévère dépensent plus pour acquérir des céréales que les ménages en sécurité alimentaire. Par contre les ménages en sécurité alimentaire dépensent plus pour acquérir de la viande, des légumes, du lait, des fruits, ce qui favorise une diète plus diversifiée.

Les ménages en sécurité alimentaire avec une bonne production de céréales (à Faranah par exemple un ménage en sécurité alimentaire a un stock moyen de 399 kg contre 70 kg pour un ménage en insécurité alimentaire) parviennent à réduire leur dépendance au marché pour les céréales.

Il faut noter cependant que le niveau d'approvisionnement du marché au moment de l'enquête était rapporté moindre que celui de l'année précédente dans plus d'un cas sur 4 (30 % sur toute la région).

Les habitudes alimentaires des ménages dans la région limitant la diversité et l'ajout de produits nutritionnels au régime alimentaire des ménages sont aussi un frein à la sécurité alimentaire.

# SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - MAMOU

La région de Mamou est située dans une zone spécialisée dans l'élevage du petit bétail et le maraîchage. Elle profite de sa position stratégique pour répondre à la demande des marchés de Conakry et pays voisins en produits maraîchers principalement la pomme de terre. La présence d'entreprises étrangères qui exploitent les mines de bauxite dynamise le marché en favorisant une demande locale, même si les employés sont majoritairement immigrants. La production de fruits (orange, mangue, banane, avocat) y est très développée.

## Mamou

IA SEVERE

IA MODEREE

SECURITE ALIMENTAIRE

Dans cette région l'insécurité alimentaire sévère ne dépasse pas 4,2 % des ménages dans les différentes préfectures. Les chefs de ménage sont majoritairement dépourvus d'enseignement formel. 40 % des ménages sont considérés comme très pauvres à pauvres. On rencontre plus de ménages pauvres à Mamou (43 %). Les ménages produisent principalement du riz (51 %), du maïs (23 %) et du fonio (19 %). Les ménages qui cultivent principalement la pomme de terre sont localisés à Dalaba (7 %) et Pita (2 %).

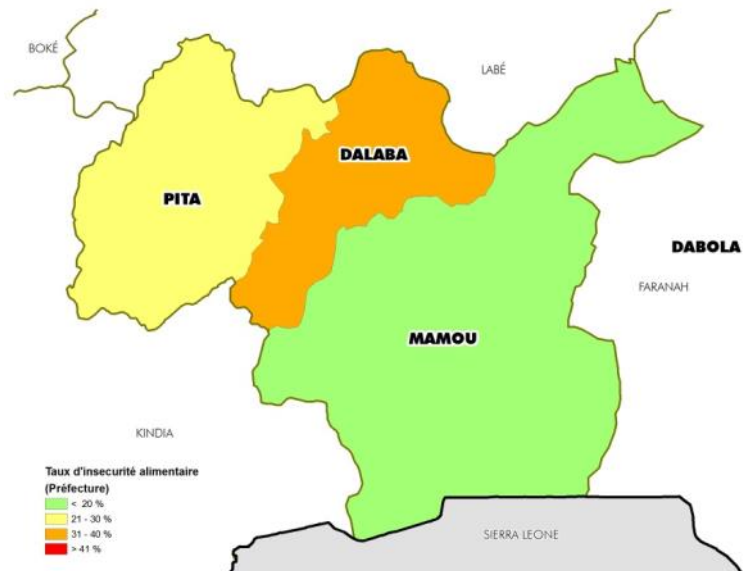
Une consommation alimentaire essentiellement composée de céréales (7 jours en moyenne par semaine), de sucre (4 jours) et d'huile (5 jours), de légumineuses et protéines animales (3 jours), de légumes et de fruits (2 jours) favorise une diète assez équilibrée surtout pour les ménages. La consommation de lait est faible (1 jour).

Le fait que toutes les préfectures de la région soient situées dans la même zone de moyen d'existence expliquerait que l'insécurité alimentaire sévère soit répartie de façon homogène dans les différentes préfectures. Elle touche principalement les ménages qui vivent du travail journalier (21 %), de la vente des produits de la chasse et de la cueillette (14 %) et des transferts (9 %).

L'insécurité alimentaire modérée, quant à elle, touche tous les groupes mais principalement les ménages qui dépendent de la vente de produits miniers (100 %) et de la vente des produits de la chasse et de la cueillette (50 %).

Le fait que les ménages qui vivent de l'activité commerciale soient plus en sécurité alimentaire montre que la zone dispose de marchés très dynamiques. Une part importante des ménages qui vivent de la vente de produits de la pêche, de la

Dalaba		Mamou		Pita	
2009	2012	2009	2012	2009	2012
2,5%	4,2%	2,5%	2,3%		3,0%
18,8%	30,2%	26,3%	31,8%	13,6%	19,7%
78,8%	65,6%	71,2%	65,9%	86,4%	77,3%



vente de produits agricoles, de la vente des produits de l'élevage, du petit commerce, de l'artisanat, du commerce/entrepreneuriat sont en sécurité alimentaire.

Dans cette région l'insécurité alimentaire serait expliquée par le fait que :

- La majorité des ménages de la région cultive de petites superficies (moins de 1 ha à Dalaba et Mamou et moins de 0,5 ha à Pita). Les stocks de la principale céréale cultivée sont très bas (entre 140 et 39 kg pour les ménages en sécurité alimentaire et entre 42 et 26 kg pour les ménages en insécurité alimentaire). C'est pourquoi les dépenses en céréales sont très élevées chez tous les ménages. Cependant les ménages en sécurité alimentaire dépensent plus pour acquérir d'autres aliments comme la viande et les légumineuses, favorisant ainsi une diète plus diversifiée.
- Les ménages sont très dépendants du marché. 44 % des ménages de la région et plus de la moitié des ménages en insécurité alimentaire affectent plus de 75 % de leurs dépenses à l'alimentation.

## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - LABÉ

Labe	Tougué		Lélouma		Mali		Labé		Koubia	
	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012
IA SEVERE	2,9%		3,4%	2,1%	7,1%		7,3%	3,8%	4,0%	4,2%
IA MODEREE	12,9%	11,5%	21,6%	12,5%	34,8%	19,8%	33,3%	14,7%	22,0%	44,8%
SECURITE ALIMENTAIRE	84,3%	88,5%	75,0%	85,4%	58,0%	80,2%	59,3%	81,4%	74,0%	51,0%

**Tougué, Koubia et Lélouma** sont situées dans la **zone Montagne (élevage, fonio, arachide-Zone 4)**. Il s'agit d'une zone fortement peuplée avec des terrains accidentés et des sols relativement infertiles. L'élevage joue un grand rôle dans la création de la richesse dans cette zone. Les cultures dominantes sont le fonio, le riz, le manioc, la patate douce, le taro. La traction animale y est très rare à cause du relief des terrains.

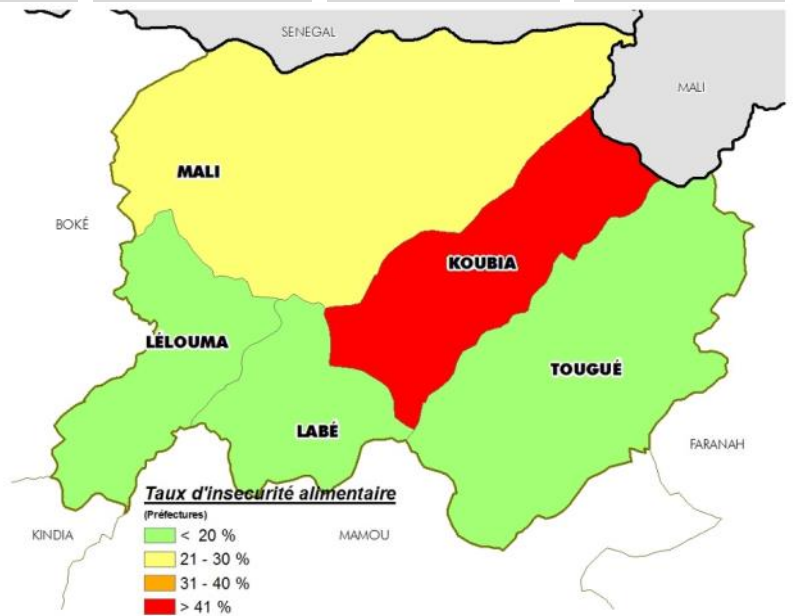
**Labé et la partie sud de Tougué** sont situées dans la **Zone 3 (Plateau Central : horticulture, fonio, élevage)** qui couvre également la région de Mamou.

**Mali** est localisée dans la **Zone 6 (Plateau Nord : riz arachide, élevage)**. Il s'agit d'une zone de production céréalière (riz colline, mil/sorgho/maïs), de production d'arachide et de manioc et d'élevage. L'absence de culture de contre-saison fait migrer la main d'œuvre locale vers des zones qui offrent cette opportunité en saison sèche. A Labé, la totalité des ménages rapporte avoir des migrants au moment de l'enquête. La vente de la main d'œuvre pour les activités agricoles y est très pratiquée par les ménages pauvres en période de récolte.

Dans la région de Labé l'insécurité alimentaire sévère touche peu de ménages. Elle est inexistante à **Mali** et **Tougué** au moment de l'enquête. L'insécurité alimentaire globale touche cependant plus d'un ménage sur deux à **Koubia**. Les ménages pauvres sont plus présents à **Tougué** (40 %). La majorité des ménages sont sans instruction formelle.

La production, principalement le maïs, prédomine à **Koubia, Labé, Lélouma** et **Mali**, alors que le riz prédomine à **Tougué**.

Le régime alimentaire des ménages est assez équilibré et se base principalement sur les céréales (7 jours par semaine), l'huile (4 jours) et les légumineuses/protéines animales (3 jours). La consommation de légumes et de fruits y est cependant très faible (2 jours). A Tougué, ou l'on trouve moins de ménages en insécurité alimentaire, la consommation moyenne par semaine de protéines animales y est plus élevée (5 jours).



Dans la région de Labé les ménages qui dépendent de la vente de produits miniers et du travail journalier sont plus touchés par l'insécurité alimentaire sévère. Les ménages actifs dans la vente des produits miniers vivent principalement à **Labé** et dans la partie sud de **Tougué**.

L'insécurité alimentaire serait expliquée par le fait que :

- La majorité des ménages de la région cultive de petites superficies (moins de 1 ha). Les stocks de la principale céréale cultivée sont très bas ce qui entraîne des dépenses en céréales très élevées chez tous les ménages. Cependant les ménages en sécurité alimentaire dépensent plus pour acquérir d'autres aliments comme la viande et les légumineuses.
- Les ménages sont très dépendants du marché. A **Koubia** et **Labé** où l'insécurité alimentaire est plus élevée, une majorité des ménages en insécurité alimentaire affectent plus de 75 % de leurs dépenses à l'alimentation, ce qui confirme les problèmes d'accès des ménages à la nourriture.

# SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - BOKE

	Boffa		Boké		Fria		Gaoual		Koundara		
	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	
IA SEVERE		5,2%		4,2%		1,0%		3,7%	3,1%	9,1%	8,4%
IA MODEREE		26,0%		34,4%		31,3%		14,8%	25,0%	13,6%	38,9%
SECURITE ALIMENTAIRE	100,0%	68,8%	100,0%	61,5%	100,0%	67,7%	81,5%	71,9%	77,3%	52,6%	

**Boffa** est située dans la **Zone 1 (Littoral : Riz, Pêche, huile de palme)**. Les ressources de cette zone tournent autour des produits de la mer (poissons principalement), du bois des mangroves et des produits de la forêt. Les terres y sont fertiles. Cette bande littorale attire beaucoup d'immigrants de l'arrière-pays. La haute densité de la population rurale limite les terres disponibles aux ménages surtout pauvres qui n'arrivent pas à produire suffisamment pour leur consommation. Ces ménages doivent ainsi s'engager dans différents emplois et activités économiques pour couvrir leurs besoins.

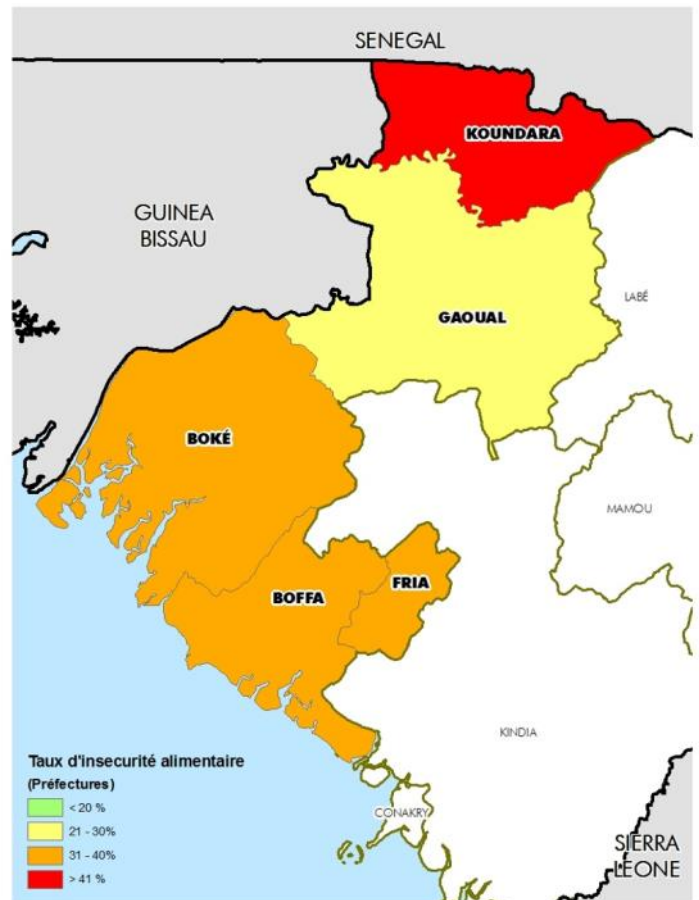
**Boké et Fria** sont situées dans la **Zone 2 (Piémont : riz, arachide et horticulture)**. Il s'agit d'une zone grande productrice de riz et de produits horticoles. Elle jouit d'une position stratégique pour répondre à la demande commerciale de la dense population du Littoral et surtout de la ville de Conakry. Cependant, les ménages pauvres dépendent plutôt de la vente de la main d'œuvre, car ils ont principalement accès à des superficies relativement petites pour s'adonner à l'agriculture.

L'**extrême Est de Fria** est situé dans la **Zone 3 (Plateau Central : horticulture, fonio, élevage)** qui couvre toute la Région de Mamou, la préfecture de Labé et la partie sud de la préfecture de Tougué (Région de Labé).

L'**extrême est de Boké et l'extrême Sud de Gaoual** sont situés dans la **Zone 5 (Montagne : riz, élevage, fonio)**. Il s'agit d'une zone proche de la zone 4 mais relativement plus enclavée. La principale source de revenu et le riz suivi de l'élevage. L'artisanat y est développé grâce au bambou. Le travail journalier agricole y est également très pratiqué chez les pauvres.

**Gaoual et Koundara** sont situées dans la **Zone 6 (Plateau Nord : riz arachide, élevage)** tout comme la préfecture de Mali (Région de Labé).

Dans la région de Boké l'insécurité alimentaire sévère touche plus de 8 % des ménages à **Koundara** (17 %). Comme dans toutes les autres régions du pays l'insécurité alimentaire modérée y est très élevée, et affecte 1 ménage sur 3 ce qui est montre la vulnérabilité des ménages de cette région en période de soudure.



L'enseignement coranique prédomine chez les chefs de ménage. Le manque formel d'instruction est également très marqué.

Le riz est la production agricole principale des ménages dans toutes les préfectures de la région. A **Koundara**, quelques ménages diversifient leur production de riz avec du mil et du maïs. Les superficies moyennes cultivées sont plus importantes à **Boffa (Zone 1)** et tourne autour de 2-3 ha quel que soit le statut de sécurité alimentaire du ménage. A **Boké (Zone 2)** les ménages en sécurité alimentaire cultivent sur des superficies moyennes de 3 ha contre 1 ha pour les ménages en insécurité

## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - BOKE (SUITE)

alimentaire sévère. Le même constat est fait à **Fria (Zone 2)** où les ménages en sécurité alimentaire cultivent en moyenne sur 1 ha contre moins de 0,5 ha pour les ménages en insécurité alimentaires. A **Gaoual et Koundara (Zone 6)**, quel que soit le statut de sécurité alimentaire du ménage les superficies cultivées tournent autour de 1 ha.

Grâce aux importantes superficies emblavées à **Boffa**, les stocks moyens des ménages pour le riz tournent autour de 216 et 367 kg. Bien que Boffa soit située dans une zone de moyen d'existence décrite comme étant fortement peuplée, la disponibilité de la terre ne semble pas poser de problème. Les zones rurales proches de la ville de Conakry devraient être plus concernées par la faible disponibilité des terres agricoles à cause de la forte densité de la population. Une forte demande pour les produits agricoles à Conakry pourrait profiter aux ménages de Boffa.

Dans les autres préfectures les stocks moyens pour le riz y sont plus faibles et varient en fonction du statut de sécurité alimentaire du ménage. A **Koundara** par exemple les stocks moyens pour les ménages en sécurité alimentaire tournent autour de 148 kg contre 33 kg pour les ménages en insécurité alimentaire.

La consommation alimentaire est composée de céréales (7 jours en moyenne par semaine), d'huile (5 jours), de sucre (4 jours en moyenne par semaine), de protéines animales (principalement le poisson—3 jours) et de peu de fruits et légumes (2 jours)

A **Koundara** où quasiment un ménage sur deux sont en insécurité alimentaire, la consommation moyenne par semaine de protéines animales et de légumes y est la plus faible (1 jour). A **Gaoual**, les ménages consomment plus de protéines animales (en moyenne 3 jours par semaine).

Dans la région de **Boké**, les ménages qui dépendent de la vente de produits miniers (50 %) et du travail journalier (17 %) sont plus touchés par l'insécurité alimentaire sévère. Ensuite viennent les ménages actifs dans la vente des produits de la pêche, du petit commerce, des produits d'élevage et dans la vente des produits agricoles.

L'existence d'activités minières n'a pas été soulignée dans toute la région. Les ménages actifs dans la vente des produits

miniers doivent certainement pratiquer cette activité dans les autres régions du pays où l'activité minière existe.

**Koundara** qui affiche le taux d'insécurité alimentaire le plus élevé concentre une population très active dans la vente de la main d'œuvre agricole.

L'insécurité alimentaire serait expliquée par le fait que :

- La majorité des ménages de la région cultive de petites superficies (moins de 1 ha). Les stocks de la principale céréale cultivée sont très bas. C'est pourquoi les dépenses en céréales sont très élevées chez tous les ménages. Cependant les ménages en sécurité alimentaire dépensent plus pour acquérir d'autres aliments comme la viande et les légumineuses.
- Les ménages sont très dépendants du marché. A **Koundara**, les ménages qui affectent plus de 75 % de leurs dépenses à l'alimentation sont très nombreux, quel que soit leur statut de sécurité alimentaire



## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - KINDIA

	Coyah		Dubréka		Forécariah		Kindia		Télimélé	
	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012
Kindia										
IA SEVERE		1,0%		2,1%		3,1%	4,4%	10,3%	16,9%	,9%
IA MODEREE		45,8%		42,7%	,9%	35,4%	28,9%	57,1%	31,6%	24,1%
SECURITE ALIMENTAIRE	100,0%	53,1%	100,0%	55,2%	99,1%	61,5%	66,7%	32,7%	51,5%	75,0%

Les préfectures de **Coyah**, **Dubréka**, **Forécariah** et **Kindia** sont situées dans la **Zone 2 (Piémont : riz, arachide, horticulture)** qui couvre une partie de la région de Boké (préfecture de Boké et Fria).

Les franges littorales de **Dubréka**, **Coyah** et **Forécariah** sont situées en **Zone 1 (Littoral : riz, pêche, huile de palme)** qui couvre également Boffa (Région de Boké).

**Télimélé** est situé dans la **Zone 3 (Plateau Central : horticulture, fonio, élevage)** qui couvre toute la Région de Mamou.

L'extrême nord-est de **Télimélé** est en **Zone 5 (Montagne : riz, élevage, fonio)** qui couvre également une partie de la Région de Boké.

Dans la région de **Kindia** l'insécurité alimentaire sévère touche 1 ménage sur 10 dans la préfecture de Kindia. Comme dans toutes les autres régions du pays l'insécurité alimentaire modérée y est très élevée, et affecte plus d'un ménage sur 3. L'enseignement coranique et le faible niveau d'instruction formel prédominent chez les chefs de ménage.

La consommation alimentaire, comme dans les autres régions est composée principalement de céréales (7 jours en moyenne par semaine), d'huile (6 jours) et de sucre (4 jours) et peu de légumes et fruits. Cela explique en grande partie l'insécurité alimentaire modérée élevée de cette région. A **Télimélé** où l'on trouve le moins de ménages en insécurité alimentaire sévère, la consommation moyenne par semaine de sucre est très élevée (6 jours).

Le riz est la production agricole principale des ménages dans toutes les préfectures de la région. Quelques ménages diversifient leur production de riz avec du fonio, de l'arachide et du manioc. Les superficies moyennes cultivées les plus importantes tournent autour 1 ha. Elles ont tendance à être inférieures à 1 ha chez les ménages en insécurité alimentaire. A **Kindia** et **Télimélé**, les superficies moyennes cultivées sont inférieures à 1 ha quel que soit le statut de sécurité alimentaire des ménages.



Dans toute la Région, il est observé que plus un ménage produit un stock important en riz et plus le ménage est en sécurité alimentaire. A **Forécariah** par exemple, les ménages en sécurité alimentaire ont un stock moyen de 278 kg de riz contre 240 kg pour les ménages en insécurité alimentaire sévère. Alors qu'à **Kindia** les ménages en sécurité alimentaire ont des stocks moyens de riz de 42 kg contre 18 kg pour les ménages en insécurité alimentaire sévère. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une grande partie de la production est destinée à la vente plutôt qu'à la consommation. Les ménages de Kindia bénéficiant d'une structure de marché tournée vers l'extérieur, les

## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - KINDIA

producteurs vendent leur production mais rachètent les mêmes produits à un moment où les prix sont plus élevés (ce qui est le cas de la période de soudure). Ce commerce bénéficie principalement aux intermédiaires, obligeant les producteurs à s'entêter et à échanger à perte.

De plus, les petites superficies limitent la capacité des ménages à produire suffisamment pour couvrir leurs besoins de consommation. Ainsi, les ménages en insécurité alimentaire dépensent plus pour acquérir du riz que les ménages en sécurité alimentaire. A **Télimélé** par exemple, les ménages en insécurité alimentaire sévère dépensent presque deux fois plus que les ménages en sécurité alimentaire pour acquérir du riz. Chez les ménages en insécurité alimentaire sévère la part des dépenses alimentaire dans les dépenses globales est très élevée. Une part conséquente des ménages en insécurité alimentaire sévère à **Télimélé** et **Kindia** affectent plus de 75 % de leurs dépenses à l'alimentation.

Les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère viennent du transport, des transferts, sont retraités ou vivent du travail journalier. Il s'agit principalement de ménages qui ont de faibles revenus. Le marché jouant un rôle très important, les ménages qui ont des revenus plus élevés ont tendance à être plus en sécurité alimentaire.

## SECURITÉ ALIMENTAIRE PAR REGION - CONAKRY

Conakry	Dixinn		Kaloum		Matam		Matoto		Télimélé	
	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012	2009	2012
IA SEVERE	N/A		N/A		N/A	1,0%	N/A	1,6%	N/A	3,2%
IA MODEREE	N/A	11,5%	N/A	10,4%	N/A	15,6%	N/A	17,1%	N/A	23,4%
SECURITE ALIMENTAIRE	N/A	88,5%	N/A	89,6%	N/A	83,3%	N/A	81,3%	N/A	73,4%

Conakry est située dans la **Zone 1 (Littoral : riz pêche, huile de palme)**. L'activité économique y est très active et attire beaucoup d'immigrant. Une forte demande pour les produits agricoles et marins ainsi que pour la main d'œuvre ponctuelle existe à Conakry.

ménages qui affectent plus de 75 % de leur dépense à l'alimentation (Kaloum, Matoto et Ratoma).

L'insécurité alimentaire sévère y est très faible : moins de 3 % des ménages. La diète alimentaire des ménages est meilleure que dans les autres régions du pays. En plus des céréales, du sucre et de l'huile qui sont consommés chaque jour, les ménages consomment en moyenne 3 jours dans la semaine du lait et des protéines animales.

A **Kaloum et Ratoma** les ménages cultivent du riz et dans une moindre mesure du maïs sur de petites superficies. La production agricole n'est pas suffisante pour couvrir les besoins des ménages dans ces deux localités.

Le marché joue un rôle central dans l'approvisionnement des ménages en produits alimentaires. Les ménages en insécurité alimentaire sévère sont plus importants dans le groupe des

## MESSAGES CLÉS — CONCLUSIONS



- 1 ménage sur 3 en insécurité alimentaire – **3,5 millions de ménages** au moment de l'enquête.
- **Problème chronique d'accès** accentué par des chocs localisés tels que les inondations, les conflits socio-politiques et les prix élevés.
- Vulnérabilité en **augmentation depuis 2009** - bien que l'insécurité alimentaire sévère ait diminué depuis 2009, un plus grand nombre de ménages sont en insécurité alimentaire modérée.
- Impact négatif des **habitudes alimentaires** sur la consommation et la nutrition.
- Insécurité alimentaire des ménages conditionnée par la **pauvreté, l'enclavement, le manque d'éducation**.
- Impact des mines artisanales sur l'agriculture et la sécurité alimentaire à déterminer.
- **Les ménages vivant de la vente de main d'œuvre sont les plus à risque** - la vente de main d'œuvre est la source de revenu principale des ménages en insécurité alimentaire que ce soit pour les activités minières.
- **Revenus tirés des activités agricoles à améliorer** - une partie importante des productions des agriculteurs est dirigée vers la vente et les stocks des ménages sont faibles et ne couvrent pas les besoins. Les intermédiaires bénéficient de ce commerce.

# RECOMMANDATIONS



## RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'atténuation des risques dépend en grande partie des actions entreprises au niveau national (politiques, lois, investissements etc...). La vulnérabilité peut également être réduite en appuyant ces populations à surmonter ces risques par un accroissement des ressources.

La majorité de la population étant essentiellement rurale et agricole, les politiques doivent être axées sur le développement agricole et rural. L'appui aux organisations de base par l'encadrement et la formation est de ce fait souhaitable afin de diversifier les sources de revenu et limiter ainsi le niveau de dépendance des populations concernées.

Le développement des cultures de contre saison par la promotion de l'irrigation, le pays disposant d'énormes potentialités hydrographiques peut jouer un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages. La constitution de banques céréalières est un volet également important dans la définition des stratégies d'atténuation des risques. Sur ce plan l'exemple de la Fédération des Organisations Paysannes de la Basse Guinée (FOPBG), la Fédération des producteurs de riz de la Haute Guinée (FUPRO\_RIZ), la fédération des producteurs de pomme de terre de la Moyenne Guinée sont des initiatives à répliquer et à encourager.

La mise en place des banques céréalières peut permettre de contrer les difficultés liées à la période de soudure et permettre aux producteurs de vendre leurs productions conformément à leurs propres besoins. De ce fait, elles visent à l'amélioration des conditions de vie.

La mise en œuvre des plans de développement locaux doit tenir compte du caractère multisectoriel qu'impose la situation en Guinée. Elle implique la prise en compte de plusieurs des problèmes de développement dans tous les domaines. La réussite de ces plans de développement sera liée au niveau d'implication des populations bénéficiaires et des partenaires au développement aussi bien dans la définition que dans la conduite de ces plans de développement locaux.

Pour les institutions liées à sécurité alimentaire il est important de préciser l'encrage institutionnel du Comité National de la Sécurité Alimentaire (CNSA), d'alimenter et former le groupe technique pluridisciplinaire et de mettre en place un système d'alerte précoce (SAP) tout en appliquant les services déconcentrés (DRA et DPA) pour la collecte des données à la base liées à l'insécurité alimentaire.

A ce fin, une plateforme de concertation multisectorielle entre le Gouvernement Guinéen, le PAM, les partenaires technique et financiers et la société civile devra être redynamiser.

Bien que l'ensemble du pays soit concerné, des actions prioritaires doivent être dirigées vers les régions et préfectures les plus vulnérables tout en tenant compte des spécificité et des priorités locales.

# RECOMMANDATIONS



## 1. PRODUCTION AGRICOLE ET DISPONIBILITÉ - Ministère Agriculture, PAM, FAO et partenaires

- Etablir une politique d'encadrement du secteur agricole pour maintenir des niveaux de rendement agricoles acceptables et assurer les disponibilités alimentaires nécessaires
- Faciliter l'accès des ménages aux intrants agricoles et au crédit pour accroître leur capacité de production
- Renforcer les capacités des services techniques et éduquer les paysans à la planification et à la gestion de leur production
- Promouvoir des techniques culturales conservant la fertilité des sols
- Promouvoir les activités génératrices de revenus et favoriser les échanges de produits alimentaires dans le pays
- Développer l'infrastructure de conservation, de stockage, de transformation et de commercialisation en milieu rural
- Renforcer la sensibilisation et l'implication des bénéficiaires des projets agricoles et de sécurité alimentaire pour une meilleure appropriation et pérennisation
- Commissionner une enquête sur l'impact des mines artisanales sur la production agricole et la sécurité alimentaire
- Continuer à œuvrer pour l'autonomisation des organisations et groupements paysans
- Renforcer la résistance des communautés rurales fragilisées par les différents chocs et catastrophes

## 2. DÉSENCLAVEMENT DES VILLAGES ET DES ACTIVITÉS

- Améliorer le réseau routier à travers l'aménagement de nouvelles pistes rurales ou la remise en état des routes dégradées
- Assurer la construction et la maintenance des ponts, ponceaux et drains et ouvrage de franchissement pour faciliter la circulation des eaux pendant la saison des pluies
- Améliorer la communication des communautés enclavées (accès aux réseaux téléphoniques et radios pour informations sur les prix de vente, par exemple)
- Mobilisation des ressources financières et matérielles

## 3. SECTEUR DE LA SANTÉ, NUTRITION, EAU ET DE L'HYGIÈNE - Ministère de la santé et de la population, UNICEF, PAM et partenaires

- Augmenter la couverture des structures de santé en milieu rural afin d'améliorer l'accès des villageois
- Promouvoir l'accès à l'eau potable à travers la construction de forage et de puits
- Promouvoir les méthodes de traitement ou de purification de l'eau pour la consommation humaine
- Encourager l'utilisation de latrines améliorées
- Prévenir et prendre en charge la malnutrition
- Renforcer la formation pour le traitement de la malnutrition dans les centres de santé
- Sensibilisation des communautés et ménages aux bonnes pratiques sur la nutrition

## 4. UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES - Ministère de l'environnement et ses partenaires (notamment le PNUE et le FEM)

- Favoriser le reboisement favorisant des pépinières forestières ou achat de plants forestiers
- Mettre sur pied des équipes de sensibilisation des populations bénéficiaires basées sur l'information, la communication et l'éducation
- Procéder à des économies de combustibles grâce à la fabrication de foyers améliorés
- Protéger l'environnement en procédant aux marquages des plants pour leur mise en défense
- S'assurer que les mesures d'adaptation aux changements climatiques et chocs associés soient mises en place (résilience des communautés)

## RECOMMANDATIONS



5. **IMPORTANCE DES MARCHÉS** - Le Ministère du commerce et ses partenaires (notamment la chambre nationale de commerce, le PNUD)
  - Renforcer les programmes de stabilisation des prix des denrées alimentaires
  - Favoriser l'intégration des marchés et les termes de l'échange entre les zones enclavées et les marchés urbains ou de transit
  - Faire un suivi rapproché des prix des denrées et des conditions de vente aux pays frontaliers
  - Promouvoir le cash et bon en milieu paysan et renforcer des capacités institutionnelles et organisationnelles des acteurs en la matière.
6. **CONSOMMATION ALIMENTAIRE** - Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé et partenaires (notamment PAM, UNICEF, FAO)
  - Sensibilisation sur la consommation de produits autres que les produits de base afin de diversifier la consommation alimentaire des ménages et surtout des enfants et femmes enceintes
  - Activités de renforcement de la qualité des produits alimentaires de la production à la consommation (fortification et transformation des produits)
  - Augmenter les centres de santé, redynamiser leurs fonctionnements et former les agents de santé sur le protocole national de prise en charge intégré de la malnutrition aigue
  - Promouvoir les informations, éducations et communications (IEC) sur les actions essentielles en nutrition telles que les techniques de chloration d'eau
7. **SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** - Ministère de l'agriculture et partenaires (notamment PAM, FAO et ONG)
  - Renforcer la collecte et l'analyse des données de production agricole, accès et prix produits alimentaires = système de surveillance de la sécurité alimentaire et d'alerte précoce
  - Mieux comprendre et réguler les flux transfrontaliers et nationaux des produits alimentaires
  - Application et exécution de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et nutritionnelle et définir des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition
  - Mettre à jour la base de données sur la cartographie des interventions humanitaires et de développement
  - Renforcer la communication et le partage des informations entre acteurs chargés de la collecte de données relatives à la sécurité alimentaire (coordination)
  - Continuer les efforts mis en place pour la constitution d'un stock national de sécurité alimentaire
  - Soutenir la production des cultures maraichères et promouvoir des recherches dans le domaine de l'enrichissement des cultures en biotechnologie pour lutter contre la malnutrition

### RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (A ÊTRE MISE EN PLACE AVEC LES PARTENAIRES SUSMENTIONNÉS)

- Filets sociaux : renforcement / mise à l'échelle du programme de cantines scolaires
- Achats locaux pour les programmes de cantines scolaires
- Soutien aux agriculteurs (femmes) dans la préparation, transformation et marketing des produits agricoles
- Prise en charge de la malnutrition modérée – élargir la couverture et promouvoir une approche intégrée dans les programmes agricoles
- Prévention de la malnutrition chronique – '1000 jours'
- Mitigation des risques et résilience au niveau communautaire, notamment les inondations et les conflits socio-politiques
- Soutien à la mise en place d'un système d'alerte précoce national et communautaire
- Appui stratégique du PAM au développement de la stratégie sécurité alimentaire du Gouvernement guinéen

## ANNEXES



Vous pouvez télécharger les annexes via ce [LIEN](#)



## BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?

### Bureau de pays du PAM, Guinée

Mme. Marie-Elisabeth FAURE

Représentante du bureau du PAM en Guinée

Email : [elisabeth.faure@wfp.org](mailto:elisabeth.faure@wfp.org)

### Ministère de l'Agriculture

Mr. Yamoussa FOFANA

Directeur Général

Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires (ANASA)

Email : [yafofana@yahoo.fr](mailto:yafofana@yahoo.fr)



MINISTERE DE L'AGRICULTURE

